

TROISIÈME TRIMESTRE

Rapport du troisième trimestre
de l'exercice 2014 aux actionnaires

**POUR NOUS, IL N'EXISTE PAS
DE MARCHÉS ÉTRANGERS**



Le Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2014

Résultat net de 21,2 millions \$ pour le trimestre, compte non tenu des éléments importants¹

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire)

TORONTO, le 5 février 2014 – Au troisième trimestre de l'exercice 2014, clos le 31 décembre 2013, le Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord » ou la « Société »; TSX : CF, LSE : CF.) a généré des produits des activités ordinaires de 231,0 millions \$. Compte non tenu des éléments importants² (mesure non conforme aux IFRS), la Société a comptabilisé un résultat net de 21,2 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires³ de 17,0 millions \$ (0,17 \$ par action ordinaire diluée). Compte tenu de tous les éléments de charges, selon les IFRS, la Société a comptabilisé un résultat net de 18,3 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires³ de 14,4 millions \$ (résultat par action ordinaire dilué de 0,14 \$).

« Au cours du troisième trimestre, le rendement sans précédent dégagé au Royaume-Uni et en Europe s'est traduit par de solides résultats. Nous avons été satisfaits de la contribution record de nos établissements en Australie », a déclaré Paul Reynolds, président et chef de la direction du Groupe Canaccord Genuity Inc. « Pour le trimestre considéré, 68 % de nos produits des activités ordinaires provenaient de l'extérieur du Canada, ce qui est en grande partie attribuable à une hausse de 75 % des produits tirés des activités de prise ferme à l'échelle mondiale comparativement au dernier exercice. »

Troisième trimestre de l'exercice 2014 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2014

- Produits des activités ordinaires de 231,0 millions \$, en hausse de 26 %, ou 47,7 millions \$, par rapport à 183,3 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 202,9 millions \$, en hausse de 16 %, ou 27,5 millions \$, comparativement à 175,4 millions \$²
- Charges de 206,5 millions \$, en hausse de 12 %, ou 22,2 millions \$, par rapport à 184,3 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 21,2 millions \$, comparativement à 6,7 millions \$²
- Résultat net de 18,3 millions \$, comparativement à une perte nette de 0,1 million \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire (RPA) dilué de 0,17 \$, par rapport à un RPA dilué de 0,03 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2014²
- RPA dilué de 0,14 \$, comparativement à une perte par action ordinaire de 0,03 \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2014

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du troisième trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	31	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	34
Lettre aux actionnaires	5	États du résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	32	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	35
Rapport de gestion	7	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	33	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	36

Troisième trimestre de l'exercice 2014 par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013

- Produits des activités ordinaires de 231,0 millions \$, en hausse de 1,0 million \$, par rapport à 230,0 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 202,9 millions \$, en baisse de 1 %, ou 2,1 millions \$, comparativement à 205,0 millions \$²
- Charges de 206,5 millions \$, en baisse de 5 %, ou 10,4 millions \$, en regard de 216,9 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 21,2 millions \$, par rapport à un résultat net de 20,5 millions \$²
- Résultat net de 18,3 millions \$, comparativement à 10,3 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA dilué de 0,17 \$, soit aucun changement par rapport à celui du T3/13²
- RPA dilué de 0,14 \$, par rapport à 0,08 \$

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013 (Période de neuf mois close le 31 décembre 2013 par rapport à la période de neuf mois close le 31 décembre 2012)

- Produits des activités ordinaires de 601,5 millions \$, en hausse de 4 %, ou 22,3 millions \$, par rapport à 579,2 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 552,8 millions \$, en baisse de 2 %, ou 13,6 millions \$, comparativement à 566,4 millions \$²
- Charges de 568,9 millions \$, en baisse de 7 %, ou 39,9 millions \$, en regard de 608,8 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 39,8 millions \$, par rapport à un résultat net de 10,1 millions \$²
- Résultat net de 26,1 millions \$, comparativement à une perte nette de 25,2 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, RPA dilué de 0,29 \$, comparativement à un RPA dilué de 0,02 \$²
- RPA dilué de 0,16 \$, comparativement à (0,35) \$

Situation financière à la fin du troisième trimestre de 2014 comparativement au quatrième trimestre de 2013

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 357,7 millions \$, en baisse de 133,3 millions \$ par rapport à 491,0 millions \$
- Fonds de roulement de 428,9 millions \$, en hausse de 35,2 millions \$ par rapport à 393,7 millions \$
- Total des capitaux propres de 1,12 milliard \$, en hausse de 70 millions \$ par rapport à 1,05 milliard \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 8,43 \$, en hausse de 0,75 \$ en regard de 7,68 \$²
- Le 5 février 2014, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 mars 2014 aux actionnaires inscrits le 21 février 2014
- Le 5 février 2014, le conseil d'administration a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 31 mars 2014 aux actionnaires inscrits au 14 mars 2014

Sommaire des activités

NON SECTORIEL ET AUTRES

- Le 1^{er} octobre 2013, Financière Canaccord Inc. a été renommée Groupe Canaccord Genuity Inc.
- Au cours du troisième trimestre, la Société a acheté 1 256 792 de ses actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) pour porter le total des achats de l'exercice considéré à 3 156 344 actions ordinaires au 3 février 2014 (2 618 288 actions ordinaires au 31 décembre 2013).
 - Un total de 2 547 576 actions ordinaires achetées aux termes de l'OPRCNA avant la fin du T3/14 ont été annulées et le reste des actions, soit 70 712 actions ordinaires, ont été achetées au T3/14 pour être détenues comme actions propres jusqu'à ce qu'elles soient annulées.
- Après la clôture du trimestre, le 15 janvier 2014, Canaccord a nommé Stuart Raftus président de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada.

MARCHÉS DES CAPITAUX

- Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour 45 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 3,3 milliards \$ CA⁴ au cours du T3/14.
- Canaccord Genuity a participé à 95 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 8,1 milliards \$ CA⁴ au cours du T3/14.
- Au cours du T3/14, Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour les transactions de financement de sociétés suivantes :
 - Une transaction de 726,1 millions \$ US pour Abengoa S.A. au NASDAQ
 - Une transaction de 210,5 millions £ pour Quindell PLC à l'AIM
 - Une transaction de 207,8 millions £ pour Arrow Global Group PLC à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 160,0 millions £ pour Tungsten Corporation PLC à l'AIM
 - Une transaction de 125,4 millions £ pour Caracal Energy Inc. à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 175,0 millions \$ CA pour Bellatrix Exploration Limited à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 116,2 millions \$ US pour Lannett Company, Inc. à la Bourse de New York
 - Une transaction de 115,6 millions \$ US pour Emerald Oil, Inc. à la Bourse de New York
 - Une transaction de 113,0 millions \$ US pour DP Aircraft I Limited au Specialist Fund Market de la Bourse de Londres et à la Bourse des îles de la Manche
 - Une transaction de 48,8 millions £ pour MedicX Fund Limited à la Bourse de Londres

- Une transaction de 70,4 millions \$ SG pour ValueMax Group Limited à la Bourse de Singapour
- Une transaction de 50,0 millions \$ CA pour HealthLease Properties REIT à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 46,1 millions \$ CA pour Groupe Altus Limitée à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 45,0 millions \$ CA pour WesternOne Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 39,1 millions \$ US pour MiMedx Group, Inc. au NASDAQ
- Une transaction de 42,5 millions \$ AU pour Tiger Resources Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 42,0 millions \$ AU pour Donaco International Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 40,3 millions \$ CA pour American Hotel Income Properties REIT LP à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 40,3 millions \$ CA pour DHX Media Limited à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 37,0 millions \$ AU pour iBuy Group Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 34,5 millions \$ CA pour Concordia Healthcare Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 35,0 millions \$ AU pour Syrah Resources Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 30,0 millions \$ AU pour Orocobre Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 23,0 millions \$ CA pour Solium Capital Inc. à la Bourse de Toronto
- Au Canada, Canaccord Genuity a mobilisé 249,1 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours du T3/14.
- Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 39,8 millions \$ au cours du T3/14, en baisse de 43 % par rapport aux produits record générés au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T3/14, Canaccord Genuity a été conseiller dans le cadre des transactions de fusions et acquisitions et de consultations suivantes :
 - Conseiller de Canada Goose Inc. dans le cadre de la vente de sa participation majoritaire à Bain Capital
 - Conseiller du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario dans le cadre de l'acquisition de Burton's Holdings Limited⁵
 - Conseiller du Dr Jean-Claude Marian dans le cadre de la vente de sa participation de 15 % dans Orpéa à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada
 - Conseiller de William Investments Limited dans le cadre de la cession de Norland Managed Services Limited à CBRE Group, Inc.
 - Conseiller de Colfax Corporation dans le cadre de l'acquisition du secteur mondial de l'infrastructure et de l'industrie du Groupe FläktWoods
 - Conseiller du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario dans le cadre de l'acquisition de Busy Bees Holdings Limited⁵
 - Conseiller de Hartawan Holdings Limited dans le cadre de sa prise de contrôle inversée de Wilton Resources Corporation Limited
 - Conseiller d'Afferro Mining Inc. dans le cadre de sa cession à International Mining and Infrastructure Corporation PLC
 - Conseiller de Vitruvian Partners LLP dans le cadre de l'acquisition de Royal London 360° Insurance Company Limited
 - Conseiller de Cubic Corporation dans le cadre de l'acquisition du secteur de solutions de transport de Serco
 - Conseiller de Chesnara PLC lors de l'acquisition de Direct Line Life Insurance Company Limited auprès de Direct Line Insurance Group PLC
 - Conseiller de Qualium Investissement et de MML Capital Partners dans le cadre de la cession de Carré Blanc & Cie à Nixen Partners
 - Conseiller de Safran Group dans le cadre de la formation d'une coentreprise avec Albany International Corporation
 - Conseiller d'Essar Steel Algoma Inc. dans le cadre de son financement par emprunt garanti
 - Conseiller de Pacific Rim Mining Corporation dans le cadre de la vente d'OceanaGold Corporation
 - Conseiller de Bregal Partners (AquaTerra Water Management, L.P.) dans le cadre de l'acquisition de Four Winds Energy Services Limited
 - Conseiller de Duke Street LLP dans le cadre de son partenariat stratégique avec le Groupe Tikehau

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 56,2 millions \$ au T3/14.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 29,0 milliards \$ à la fin du T3/14².

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 27,7 millions \$ et, après les imputations intersectorielles, a comptabilisé une perte nette de 4,7 millions \$ avant impôt au T3/14.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 9,5 milliards \$ au 31 décembre 2013, en hausse de 1 % en regard de 9,4 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et en baisse de 17 % en regard de 11,4 milliards \$ à la fin du T3/13².
- Les actifs sous gestion au Canada (discrétionnaires) totalisaient 1,1 milliard \$ au 31 décembre 2013, en hausse de 14 % en regard de 935 millions \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 35 % en regard de 791 millions \$ à la fin du T3/13².
- Au 31 décembre 2013, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 163 équipes de conseillers⁶, soit 21 de moins qu'au 31 décembre 2012 et le même nombre qu'au 30 septembre 2013.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 27,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net de 3,5 millions \$ avant impôt au T3/14².
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 19,0 milliards \$ (10,8 milliards £)².

1) Compte non tenu des éléments importants. Se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 4 et 8.

2) Se reporter aux rubriques « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 4 et 8.

3) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

4) Source : Transactions de plus de 1,5 million \$. Données de la Société.

5) Mandat de consultation en emprunt pour l'acheteur.

6) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Les mesures non conformes aux IFRS présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation et, depuis le T1/14, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2013	2012		2013	2012	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	230 959 \$	230 003 \$	0,4 %	601 496 \$	579 151 \$	3,9 %
Total des charges selon les IFRS	206 539	216 882	(4,8) %	568 919	608 840	(6,6) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	—	5 276	(100,0) %	5 486	9 671	(43,3) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	388	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 680	3 473	(51,6) %	5 040	11 282	(55,3) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	—	1 034	(100,0) %	—	14 601	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	431	(100,0) %	—	1 331	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 945	1 643	18,4 %	5 585	4 255	31,3 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Frais de restructuration	—	—	—	—	900	(100,0) %
Total des éléments importants	3 625	11 857	(69,4) %	16 111	42 428	(62,0) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	202 914	205 025	(1,0) %	552 808	566 412	(2,4) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	28 045 \$	24 978 \$	12,3 %	48 688 \$	12 739 \$	282,2 %
Impôt sur le résultat – ajusté	6 818	4 525	50,7 %	8 917	2 674	233,5 %
Résultat net – ajusté	21 227 \$	20 453 \$	3,8 %	39 771 \$	10 065 \$	295,1 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,18 \$	0,19 \$	(5,3) %	0,32 \$	0,02 \$	négl.
Résultat par action ordinaire – dilué, ajusté	0,17 \$	0,17 \$	—	0,29 \$	0,02 \$	négl.

négl. : négligeable

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Chers actionnaires,

Il y a deux ans, nous avons pris la décision stratégique d'acquiescer Collins Stewart Hawkpoint pour transformer notre entreprise et renforcer considérablement notre importance sur les principaux marchés, pour profiter de la crise du marché européen ainsi que pour tirer profit de la vigueur historique du dollar canadien. Aujourd'hui, nous pouvons clairement constater les avantages découlant de cette décision stratégique, qui nous a permis de nous démarquer à titre de joueur clé lors de la reprise sur les marchés du Royaume-Uni et des États-Unis. Les résultats du troisième trimestre démontrent la force de notre entreprise mondiale et le succès engendré par nos efforts de diversification des sources de produits des activités ordinaires. Fait important, 68 % de ces produits proviennent de l'extérieur du Canada et nous sommes dans une excellente position pour continuer à offrir aux clients des perspectives internationales de tous les marchés où nous exerçons nos activités.

Le trimestre considéré s'est caractérisé par le rendement record enregistré par nos activités au Royaume-Uni, tant par la division de gestion de patrimoine que par celle des marchés des capitaux. Notre pratique au Royaume-Uni et en Europe a encore une fois su montrer le rôle primordial qu'elle joue au sein de notre franchise mondiale ainsi que la qualité exceptionnelle du service offert à notre clientèle constituée d'institutions, de sociétés et de particuliers de ce marché de premier plan.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 231 millions \$, soit une hausse de 26 % par rapport à ceux du trimestre précédent et une légère progression par rapport au solide rendement présenté à la période correspondante de l'exercice précédent. Grâce à l'attention constante que nous consacrons au contrôle de notre levier d'exploitation, nous avons abaissé nos charges de 5 % par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, au cours duquel des produits des activités ordinaires comparables avaient été obtenus. Compte non tenu des éléments importants¹, la Société a comptabilisé un résultat net de 21,2 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 17,0 millions \$, soit un résultat par action ordinaire dilué de 0,17 \$. Selon les IFRS, la Société a comptabilisé un résultat net de 18,3 millions \$, soit un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires² de 14,4 millions \$, ou un résultat par action ordinaire dilué de 0,14 \$.

Les chiffres de notre bilan témoignent de notre engagement indéfectible à adopter une stratégie d'investissement rigoureuse et, à la fin du troisième trimestre, Canaccord Genuity disposait d'un fonds de roulement de 428,9 millions \$, de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 357,7 millions \$ et de capitaux propres de 1,1 milliard \$. Au cours du trimestre, la Société a acheté 1 256 792 actions ordinaires à des fins d'annulation et, depuis le début de notre exercice³, nous avons acheté 3 156 344 actions ordinaires à des fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités/programme de rachat. Finalement, je suis heureux de confirmer que notre conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,05 \$ pour le trimestre.

Rendement record de la division des marchés des capitaux au Royaume-Uni

La division mondiale des marchés des capitaux de Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 171,2 millions \$, une hausse importante de 35 % comparativement à ceux du trimestre précédent et une progression de 3 % comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. À l'échelle mondiale, nous avons été chef de file ou co-chef de file dans le cadre de 45 transactions qui ont permis de mobiliser un produit total de 3,3 milliards \$ pour le compte de nos clients. Nous avons ainsi pu accroître nos produits tirés des activités de prise ferme à l'échelle mondiale de 80 % par rapport à ceux du trimestre précédent et de 95 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui démontre clairement le succès des services de financement de sociétés que nous avons déployés sur l'ensemble de notre plateforme mondiale.

Au Royaume-Uni et en Europe, nous avons généré des produits des activités ordinaires de 65,7 millions \$ pour le trimestre, soit une croissance de 53 % par rapport à ceux du trimestre précédent. Il s'agit d'un résultat record pour ce groupe qui a grandement bénéficié du succès de notre position de chef de file dans ce marché pour les transactions de consultation et les transactions relatives aux actions. Comparativement à ceux du trimestre précédent, les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 119 % et les honoraires de consultation, de 66 %, ce qui fait ressortir la qualité exceptionnelle du service offert à nos clients dans ces régions. Nous mettons constamment en évidence le rôle de premier plan que nous jouons au sein du marché intermédiaire au Royaume-Uni.

Au Canada, le marché a commencé à montrer des signes avant-coureurs de reprise et notre pratique canadienne des marchés des capitaux a renoué avec la rentabilité au cours du trimestre. Nous avons obtenu des produits des activités ordinaires de 41,3 millions \$, un bond de 32 % par rapport à ceux du trimestre précédent, tandis que les charges ne se sont accrues que de 1 %. Compte non tenu des éléments importants¹, ce groupe a inscrit un résultat net avant impôt sur le résultat de 6,0 millions \$.

Nous sommes toujours satisfaits du rendement obtenu par notre équipe aux États-Unis, qui a inscrit des produits des activités ordinaires de 48,3 millions \$ pour le trimestre, soit une progression de 10 % par rapport à ceux du trimestre précédent et de 28 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette division a poursuivi sur sa lancée, obtenant plus de mandats à titre de chef de file et élargissant notre couverture sectorielle afin de servir une clientèle grandissante dans cette région. De plus, nous avons décidé d'accroître la capacité de nos services de négociation de titres à revenu fixe aux États-Unis, ce qui a eu une incidence de 2 millions \$ sur notre résultat net du trimestre considéré. Nous prévoyons une incidence similaire au prochain trimestre, puis nous nous attendons à ce que ce groupe atteigne le seuil de rentabilité au cours du prochain exercice.

Les autres activités internationales de Canaccord Genuity ont fourni des résultats record à notre entreprise mondiale pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, principalement attribuables au rendement de nos partenaires en Australie et à Singapour. Ce groupe a généré des produits des activités ordinaires de 16,0 millions \$, une hausse de 88 % comparativement aux résultats obtenus au trimestre précédent, et un résultat net avant impôt sur le résultat et compte non tenu des éléments importants¹ de 4,6 millions \$.

1) Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

3) Au 3 février 2014.

Gestion de patrimoine

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 54,7 millions \$ pour le trimestre, ce qui représente la plus importante contribution de la division au cours de l'exercice, et a augmenté les actifs des clients, pour les porter à 29,0 milliards \$.

Notre division de gestion de patrimoine au Royaume-Uni a inscrit des produits des activités ordinaires de 27,0 millions \$, un record depuis qu'elle s'est jointe à notre plateforme en mars 2012. Elle a aussi fait croître davantage ses actifs sous gestion, qui se sont chiffrés à 19,0 milliards \$, soit une hausse de 45 % des actifs des clients depuis l'acquisition de cette division. Celle-ci continue d'être un facteur clé au sein de notre franchise mondiale grâce à sa vaste gamme de solutions et au service exceptionnel offert par notre équipe d'experts en placements de haut calibre.

Les produits des activités ordinaires tirés de la gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont augmenté, pour s'établir à 27,7 millions \$ et les actifs sous gestion discrétionnaires ont atteint 1,1 milliard \$, soit une hausse de 35 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'avenir, nos priorités en regard de cette division consistent à améliorer nos marges, à maîtriser nos coûts et à faire croître notre entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. De plus, nous lancerons Stratégie de portefeuille mondiale au printemps, un produit de gestion d'actifs exclusif qui rehaussera les solutions de placement que nous offrons à nos clients. Stuart Raftus, le nouveau président de notre division canadienne de gestion de patrimoine, accueilli par Canaccord Genuity le 15 janvier 2014, chapeautera ces initiatives. M. Raftus, qui mettra au profit de la Société plus de 28 années d'expérience dans le secteur, est la personne tout indiquée pour diriger cette division.

Perspectives

Les décisions prises au cours des dernières années de modifier radicalement la composition des produits des activités ordinaires de notre entreprise avaient pour but d'offrir des services mondiaux distinctifs à nos clients et des sources de revenus grandement diversifiées à nos actionnaires. Notre troisième trimestre montre la capacité de notre entreprise mondiale à accroître son résultat et les importants progrès réalisés pour devenir une franchise mondiale entièrement intégrée et collaborative. Nos équipes travaillent plus efficacement que jamais et nous sommes très optimistes quant à nos perspectives de succès à court terme. Je partage cet enthousiasme alors que nous cherchons à améliorer davantage l'harmonisation à l'échelle mondiale de l'offre et de la distribution de nos produits et à continuer à accroître notre importance auprès de nos clients.

Cordialement,

Le président et chef de la direction,



PAUL D. REYNOLDS

Rapport de gestion

Troisième trimestre de l'exercice 2014 et périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2013 – ce document est daté du 5 février 2014.

Le rapport de gestion suivant du Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord » ou la « Société », auparavant Financière Canaccord Inc.) vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats opérationnels des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013 sont aussi désignés par les termes « troisième trimestre de 2014 », « T3/14 » et « troisième trimestre de l'exercice 2014 ». Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, qui commencent à la page 31 du présent rapport, la notice annuelle datée du 18 juin 2013 et le rapport de gestion annuel de 2013, y compris les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2013 (« états financiers consolidés annuels audités »), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 21 mai 2013 (« rapport annuel de 2013 »). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2013, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel de 2013 et sa notice annuelle de 2013 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2014 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel de 2013 et sa notice annuelle de 2013 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 décembre 2013 (les « états financiers du troisième trimestre de 2014 ») qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du troisième trimestre de 2014 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2013, sauf en ce qui a trait aux nouvelles normes adoptées, tel qu'il est indiqué à la note 3 des états financiers du troisième trimestre de 2014.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Canaccord comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué), le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation et, depuis le T1/14, qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par Canaccord qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et pourrait donc ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants pour ces fins sont définis comme les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles et les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui englobent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de Canaccord et favorisent une comparaison significative des résultats de la période avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats opérationnels de base de Canaccord. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures de la performance financière de Canaccord conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, le Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite des bureaux dans 11 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Irlande, à Hong Kong, en Chine continentale, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

Le Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF au marché principal de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de Canaccord sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Nos activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES

Le troisième trimestre de l'exercice 2014 a débuté par la suspension des services publics aux États-Unis, qui s'est terminée en décembre quand le Congrès a approuvé une mesure de financement temporaire et le relèvement du plafond de la dette du pays. Plus important cependant, la Réserve fédérale des États-Unis a commencé à réduire légèrement son programme de rachat d'actifs (assouplissement quantitatif), s'appuyant sur le renforcement de la croissance. Malgré ce fait, une réduction de la population active et la montée des pressions désinflationnistes ont amené la Réserve fédérale à réitérer sa préférence à maintenir les taux d'intérêt à un niveau peu élevé jusqu'à ce que les attentes de hausse de l'inflation justifient un resserrement de la position. En Europe, le très faible taux d'inflation inquiète aussi les autorités monétaires en raison de la fragilité de l'économie de la zone euro et de l'atténuation du mécanisme de transmission de la politique monétaire par la Banque centrale européenne. Le taux de chômage demeure élevé en Europe et les ajustements nécessaires des bilans continuent d'entraver l'économie. Ainsi, malgré l'abondance des liquidités, la très grande faiblesse du crédit accordé aux ménages et aux sociétés non financières demeurent un enjeu. Quoi qu'il en soit, la plupart des principaux indicateurs économiques continuent d'indiquer des perspectives d'amélioration de la croissance pour les pays du G7 et un redressement favorable dans les économies émergentes plus tard au cours de l'année civile.

Au cours du trimestre, les marchés boursiers ont obtenu un excellent rendement, l'indice boursier mondial MSCI dégagant un rendement de 8 %. Aux États-Unis, le S&P 500 a bondi de 9,9 %, entraîné par une amélioration constante de l'activité économique et les commentaires passifs de la Réserve fédérale. Au Canada, le S&P/TSX a progressé de 6,5 %, à la faveur de la vigueur démontrée par le secteur des services financiers canadiens et de l'allègement des inquiétudes des investisseurs mondiaux à propos du marché de l'habitation. De plus, la Banque du Canada a abandonné sa politique de resserrement, ce qui a eu une incidence favorable sur les secteurs sensibles aux taux d'intérêt. Fait notable, les ressources n'ont pas eu d'incidence négative sur le rendement, puisque les attentes de réaccélération de la croissance mondiale, conjuguées à la dépréciation du dollar canadien, qui a reculé de 3 % par rapport au trimestre précédent, ont incité les investisseurs à opter pour des émissions plus cycliques. Autre fait digne de mention, l'indice composé S&P/TSX de croissance, qui est hautement sensible au prix des produits de base, n'a perdu que 1 %, et ce, malgré la chute des prix du pétrole et de l'or de 4,1 % et de 9,2 %. Le rebond des produits de base industriels, tels que le zinc, l'acier et le gaz naturel, qui ont respectivement gagné 9,4 %, 18,4 % et 24,4 %, a contribué à la stabilisation de certaines actions de petites sociétés du secteur des ressources. Les volumes de négociation dans nos principaux marchés ont fléchi par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui donné lieu à un ralentissement de l'ensemble des activités de négociation sur les marchés, bien que les volumes de négociation se soient accrus par rapport à ceux du trimestre précédent. Actuellement, le raffermissement des marchés boursiers a principalement lieu à l'extérieur du Canada.

Nous sommes d'avis que l'économie mondiale continuera d'accélérer, puisque la synchronisation entre les pays du G7 et les pays des marchés émergents s'améliore. Les données fondamentales relatives aux consommateurs demeurent solides, ce qui s'explique par la grande amélioration des conditions financières et les meilleures perspectives de création d'emploi. De plus, la diminution du risque politique devrait encourager les sociétés à dépenser davantage leurs liquidités disponibles en matériel de production et ainsi jeter les bases d'un cycle prolongé de dépenses d'investissement. Par ailleurs, l'abondance des liquidités à l'échelle mondiale et le renforcement des économies devraient encourager la prise de risques dans les secteurs des actions et des produits de base, puisque les rendements prévus sur les autres catégories d'actifs demeurent peu concurrentiels. Dans l'ensemble, une meilleure visibilité et de meilleures perspectives de croissance mondiale devraient continuer à soutenir les activités sur les marchés des capitaux de l'ensemble de la planète.

DONNÉES SUR LE MARCHÉ

Les valeurs de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont fortement augmenté par rapport au trimestre précédent et ont légèrement diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les valeurs de financement au NASDAQ et à l'AIM ont enregistré une importante augmentation par rapport au trimestre précédent et à la période correspondante de l'exercice précédent.

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	Octobre 2013	Novembre 2013	Décembre 2013	T3/14	Variation par rapport au T3/13	Variation par rapport au T2/14
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	4,3	6,4	3,4	14,1	(4,7) %	58,4 %
AIM (en milliards £)	0,4	0,6	0,7	1,7	88,9 %	142,9 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	6,7	5,8	8,9	21,4	105,8 %	32,9 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

ACTIVITÉS DE CANACCORD

Les activités du Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes et la négociation d'actions, et le financement de sociétés reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine continentale, à Hong Kong, à Singapour, en Australie et à la Barbade.

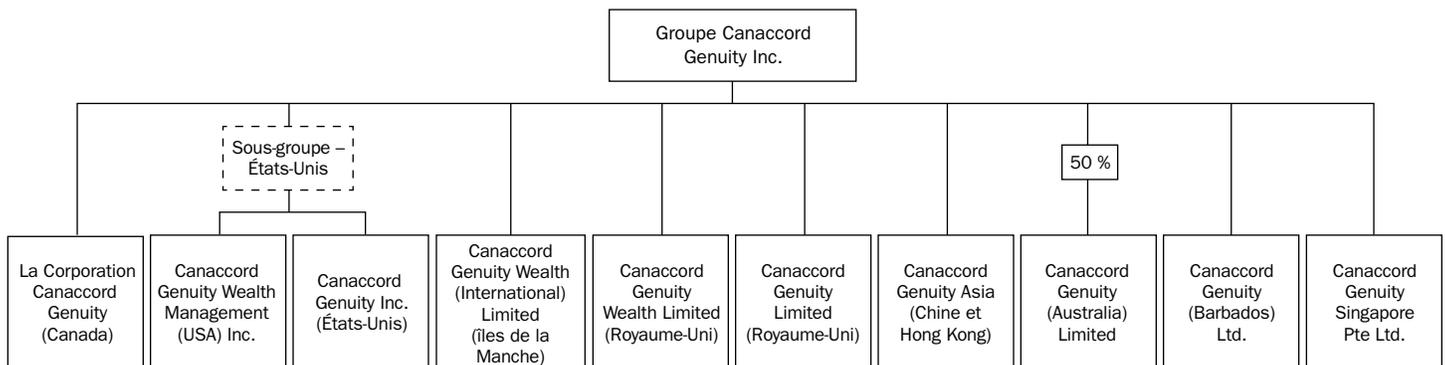
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de Canaccord a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, en Suisse et outre-mer (les îles de la Manche et l'île de Man).

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de la Société



Résultats opérationnels consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE 2014^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre				Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			
	2013	2012	2011	Variation – T3/14 par rapport au T3/13	2013	2012	2011	Variation – Cumul de l'exercice 2014 par rapport au cumul de l'exercice 2013
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	87 581 \$	89 415 \$	57 380 \$	(2,1) %	259 448 \$	265 687 \$	178 707 \$	(2,3) %
Financement de sociétés	70 841	40 609	32 015	74,4 %	142 957	107 231	121 672	33,3 %
Honoraires de consultation	39 758	69 348	38 541	(42,7) %	105 557	123 545	82 736	(14,6) %
Négociation à titre de contrepartiste	21 863	18 670	3 304	17,1 %	60 286	43 626	3 878	38,2 %
Intérêts	5 704	7 291	8 147	(21,8) %	18 641	22 441	23 594	(16,9) %
Divers	5 212	4 670	8 502	11,6 %	14 607	16 621	16 585	(12,1) %
Total des produits des activités ordinaires	230 959	230 003	147 889	0,4 %	601 496	579 151	427 172	3,9 %
Charges								
Rémunération au rendement	114 877	114 137	69 815	0,6 %	288 713	293 427	209 267	(1,6) %
Charges salariales	21 350	21 082	15 009	1,3 %	65 966	65 697	46 289	0,4 %
Autres charges indirectes ³	70 312	74 922	49 006	(6,2) %	208 754	222 825	145 748	(6,3) %
Frais de restructuration	—	6 310	6 292	(100,0) %	5 486	25 172	6 292	(78,2) %
Frais connexes aux acquisitions	—	431	2 700	(100,0) %	—	1 719	5 656	(100,0) %
Total des charges	206 539	216 882	142 822	(4,8) %	568 919	608 840	413 252	(6,6) %
Résultat avant impôt sur le résultat	24 420	13 121	5 067	86,1 %	32 577	(29 689)	13 920	209,7 %
Résultat net	18 334 \$	10 264 \$	2 531 \$	78,6 %	26 137 \$	(25 199) \$	10 448 \$	203,7 %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	17 321 \$	10 880 \$	3 026 \$	59,2 %	25 679 \$	(23 649) \$	10 943 \$	208,6 %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 013 \$	(616) \$	(495) \$	264,4 %	458 \$	(1 550) \$	(495) \$	129,5 %
Résultat par action ordinaire – dilué	0,14 \$	0,08 \$	0,01 \$	75,0 %	0,16 \$	(0,35) \$	0,09 \$	145,7 %
Rendement des capitaux propres								
attribuables aux actionnaires ordinaires ⁴	6,4 %	3,7 %	0,6 %	2,7 p.p.	2,5 %	(5,0) %	1,3 %	7,5 p.p.
Dividendes par action ordinaire	0,05 \$	0,05 \$	0,10 \$	—	0,15 \$	0,15 \$	0,30 \$	—
Valeur comptable par action ordinaire diluée ⁵	8,43 \$	7,62 \$	8,54 \$	10,6 %				
Total de l'actif	4 122 920 \$	4 977 201 \$	4 439 877 \$	(17,2) %				
Total du passif	2 991 414 \$	3 910 105 \$	3 569 364 \$	(23,5) %				
Participations ne donnant pas le contrôle	12 110 \$	15 913 \$	18 218 \$	(23,9) %				
Total des capitaux propres	1 119 396 \$	1 051 183 \$	852 295 \$	6,5 %				
Nombre d'employés	1 994	2 129	1 735	(6,3) %				
Compte non tenu des éléments importants⁶								
Total des charges	202 914 \$	205 025 \$	132 063 \$	(1,0) %	552 808 \$	566 412 \$	397 677 \$	(2,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat	28 045	24 978	15 826	12,3 %	48 688	12 739	29 495	282,2 %
Résultat net	21 227	20 453	10 644	3,8 %	39 771	10 065	23 104	295,1 %
Résultat net attribuable aux actionnaires								
de GCGI	19 968	20 746	10 825	(3,8) %	38 574	10 550	23 285	265,6 %
Résultat par action ordinaire – dilué	0,17	0,17	0,11	—	0,29	0,02	0,23	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire diluée, le nombre d'employés et les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011, les résultats opérationnels des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) depuis le 22 mars 2012 et ceux des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012 sont également inclus.

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.

4) Le RCP est présenté sur une base annualisée. Le RCP pour chaque période correspond au résultat net annualisé disponible pour les actionnaires ordinaires pour la période divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période.

5) La valeur comptable par action ordinaire diluée correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation et, depuis le T1/14, ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités mais non encore annulées et du nombre estimatif de renonciations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net, le résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI et le résultat dilué par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte de l'incidence des impôts sur les ajustements découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2013	2012		2013	2012	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	230 959 \$	230 003 \$	0,4 %	601 496 \$	579 151 \$	3,9 %
Total des charges selon les IFRS	206 539	216 882	(4,8) %	568 919	608 840	(6,6) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	—	5 276	(100,0) %	5 486	9 671	(43,3) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	388	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 680	3 473	(51,6) %	5 040	11 282	(55,3) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Frais de restructuration	—	1 034	(100,0) %	—	14 601	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	431	(100,0) %	—	1 331	(100,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 945	1 643	18,4 %	5 585	4 255	31,3 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>						
Frais de restructuration	—	—	—	—	900	(100,0) %
Total des éléments importants	3 625	11 857	(69,4) %	16 111	42 428	(62,0) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	202 914	205 025	(1,0) %	552 808	566 412	(2,4) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	28 045 \$	24 978 \$	12,3 %	48 688 \$	12 739 \$	282,2 %
Impôt sur le résultat – ajusté	6 818	4 525	50,7 %	8 917	2 674	233,5 %
Résultat net – ajusté	21 227 \$	20 453 \$	3,8 %	39 771 \$	10 065 \$	295,1 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	0,18 \$	0,19 \$	(5,3) %	0,32 \$	0,02 \$	négl.
Résultat par action ordinaire – dilué, ajusté	0,17 \$	0,17 \$	—	0,29 \$	0,02 \$	négl.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.
négl. : négligeable

Produits des activités ordinaires

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers. Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 ont atteint 231,0 millions \$, une légère hausse de 0,4 %, ou 1,0 million \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

S'établissant à 87,6 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont diminué de 1,8 million \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les commissions et les honoraires au Canada ont quant à eux inscrit une baisse de 5,9 millions \$, en raison de la réduction des volumes de négociation. Cette baisse au Canada a été en partie neutralisée par des hausses de respectivement 0,9 million \$ et 2,3 millions \$ au Royaume-Uni et en Europe et aux États-Unis.

Au T3/14, les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté dans toutes les régions géographiques, pour atteindre 70,8 millions \$, en hausse de 30,2 millions \$, ou 74,4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de manière plus importante au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis, soit de respectivement 10,4 millions et 8,9 millions \$ par rapport au T3/13, grâce à l'intensification des activités de financement dans ces régions. Les activités de la Société du secteur Autres établissements à l'étranger, qui incluent les activités de l'Australie, de Singapour, de la Chine continentale, de Hong Kong et de la Barbade, ont aussi contribué à hauteur de 6,6 millions \$ à la hausse des produits tirés du financement de sociétés, du fait essentiellement de la croissance des activités en Australie et à Singapour.

Les honoraires de consultation se sont établis à 39,8 millions \$, soit une baisse de 29,6 millions \$, ou 42,7 %, par rapport aux honoraires de consultation record inscrits lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse des honoraires de consultation est imputable à la diminution des honoraires de consultation au Canada, qui ont reculé de 38,6 millions \$ par rapport à ceux du T3/13, trimestre au cours duquel un record avait été inscrit pour les activités canadiennes en raison de deux mandats importants effectués au T3/13. Cette diminution au Canada a été compensée par une augmentation de 11,1 millions \$ de nos honoraires de consultation au Royaume-Uni et en Europe. En effet, les activités au Royaume-Uni et en Europe ont généré des honoraires de consultation de 28,1 millions \$ au T3/14, soit un trimestre record.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 21,9 millions \$, soit un bond de 3,2 millions \$ par rapport à 18,7 millions \$ au T3/13. La hausse des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste est surtout attribuable à une croissance de 1,9 million \$ aux États-Unis et de 0,9 million \$ au Royaume-Uni et en Europe. La progression des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste de nos activités aux États-Unis s'explique par l'excellent rendement de notre groupe Actions internationales dans ce pays. L'augmentation des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste de nos activités au Royaume-Uni et en Europe est essentiellement attribuable à la solidité du marché des sociétés de placement pendant cette période.

Nos activités sur les marchés capitaux au Canada et nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont contribué à hauteur de 1,6 million \$ à la baisse des produits d'intérêts. Les autres produits se sont chiffrés à 5,2 millions \$, une augmentation de 0,5 million \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des profits de change plus élevés, contrebalancés par un recul des produits tirés des activités de nos services de courtage de correspondance attribuable à une baisse du volume des affaires.

Grâce à une reprise des affaires et à l'amélioration des conditions du marché aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe, ces régions ont enregistré une progression des produits des activités ordinaires au troisième trimestre de 2013. La diminution au Canada reflète la comptabilisation, au T3/13, de deux importants mandats de consultation ayant bénéficié d'une grande notoriété.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de 2013

Les produits des activités ordinaires pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 se sont établis à 601,5 millions \$, une hausse de 3,9 %, ou 22,3 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par une augmentation de 35,7 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés et de 16,7 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste.

Les commissions et les honoraires se sont chiffrés à 259,4 millions \$, soit une baisse de 2,3 % comparativement à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2012. Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont quant à eux accrus de 33,3 %, pour atteindre 143,0 millions \$, en raison principalement de hausses de respectivement 25,1 millions \$ et 11,7 millions \$ aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe découlant de l'intensification des activités dans certains secteurs clés.

Les honoraires de consultation de 105,6 millions \$ représentent une diminution de 14,6 %, ou 18,0 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement imputable au recul des activités sur les marchés des capitaux au Canada, qui y ont contribué à hauteur de 35,7 millions \$, et a été en partie compensée par une hausse de 21,2 millions \$ au Royaume-Uni et en Europe.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont établis à 60,3 millions \$, soit une augmentation de 16,7 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à l'excellent rendement du groupe Actions internationales aux États-Unis.

Les produits d'intérêts ont reculé de 3,8 millions \$, ce qui est en grande partie imputable à une réduction de nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les autres produits ont diminué de 2,0 millions \$, pour se chiffrer à 14,6 millions \$, du fait de la réduction de nos activités liées aux comptes sur marge des particuliers et des produits provenant de nos activités de services de courtage de correspondance, compensée par des profits de change plus élevés.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014¹

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Canada	73 701 \$	115 470 \$	(36,2) %	196 892 \$	272 839 \$	(27,8) %
Royaume-Uni et Europe	92 725	69 040	34,3 %	228 958	177 553	29,0 %
États-Unis	48 558	38 195	27,1 %	146 316	109 897	33,1 %
Autres établissements à l'étranger ²	15 975	7 298	118,9 %	29 330	18 862	55,5 %
Total	230 959 \$	230 003 \$	0,4 %	601 496 \$	579 151 \$	3,9 %

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique « Activités de Canaccord » à la page 10.

2) Les autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord Genuity (Barbados) Ltd. (anciennement Canaccord International Ltd.), de Canaccord Genuity Asia, de Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF).

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Au Canada, les produits des activités ordinaires ont affiché une baisse de 41,8 millions \$, passant à 73,7 millions \$ au T3/14, en raison des produits moins élevés tirés de la division des marchés des capitaux et de la division de gestion de patrimoine. Au Canada, les produits des activités ordinaires ont enregistré un recul causé principalement par une baisse des honoraires de consultation de 38,8 millions \$ dont il a déjà été question. Celle-ci s'explique par deux importants mandats de consultation qui avaient été effectués au Canada au T3/13. De plus, les produits des activités ordinaires ont diminué dans la division de gestion de patrimoine en raison du ralentissement des volumes de négociation et des activités de financement de sociétés au troisième trimestre de l'exercice 2014. Les produits des activités ordinaires provenant du secteur Non sectoriel et autres sont demeurés relativement stables par rapport au T3/13, n'inscrivant qu'un léger bond de 0,4 million \$ attribuable à la hausse des profits de change, annulé par la baisse des produits provenant des activités de nos services de courtage de correspondance.

Les activités au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 92,7 millions \$ au T3/14, soit un bond de 23,7 millions \$ comparativement au T3/13. Les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont continué de dégager des rendements

supérieurs attribuables à une hausse des honoraires de consultation de 11,1 millions \$, à une progression des produits tirés du financement de sociétés de 10,5 millions \$ et à une augmentation des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste de 0,9 million \$. Les solides rendements obtenus par notre équipe du Royaume-Uni ont entraîné ces résultats record au Royaume Uni et en Europe, puisque cette région conserve sa place de chef de file en matière de PAPE. Les résultats opérationnels des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont aussi continué de se renforcer, puisque les produits des activités ordinaires se sont accrus de 9,0 % comparativement à ceux du T3/13, ce qui s'explique essentiellement par les synergies réalisées relativement à l'acquisition d'Eden Financial Ltd.

Aux États-Unis, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 48,6 millions \$ au T3/14, soit une hausse de 10,4 millions \$, ou 27,1 %, par rapport au T3/13. Cette hausse est principalement le fait de la croissance des activités de financement de sociétés et de la constante solidité de nos activités de négociation pour le compte d'institutions et de négociation à titre de contrepartiste.

Les produits des activités ordinaires des autres établissements à l'étranger se sont accrus de 8,7 millions \$ par rapport à ceux du T3/13, les produits tirés du financement de sociétés dans la région ayant progressé de 6,6 millions \$, ce qui est principalement attribuable à l'amélioration de la performance de nos activités en Australie et à Singapour.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de 2013

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires de nos établissements à l'étranger ont augmenté. Les produits des activités ordinaires de nos établissements aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe ont affiché une hausse de respectivement 33,1 % et 29,0 %, en raison principalement de l'amélioration des conditions du marché et de l'activité des sociétés émettrices dans nos secteurs clés. Les produits des activités ordinaires des activités du secteur Autres établissements à l'étranger ont aussi inscrit une croissance de 55,5 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La progression des produits des activités ordinaires dans ces régions a été annulée par une baisse des produits des activités ordinaires au Canada attribuable en grande partie à la diminution des honoraires de consultation dont il a déjà été question comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les charges ont été de 206,5 millions \$, soit 4,8 %, ou 10,3 millions \$, de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

POURCENTAGE DES CHARGES PAR RAPPORT AUX PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

(en points de pourcentage)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Rémunération au rendement	49,7 %	49,6 %	0,1 p.p.	48,0 %	50,7 %	(2,7) p.p.
Charges salariales	9,3 %	9,2 %	0,1 p.p.	11,0 %	11,3 %	(0,3) p.p.
Autres charges indirectes ¹	30,4 %	32,6 %	(2,2) p.p.	34,7 %	38,5 %	(3,8) p.p.
Frais de restructuration	—	2,7 %	(2,7) p.p.	0,9 %	4,3 %	(3,4) p.p.
Frais connexes aux acquisitions	—	0,2 %	(0,2) p.p.	—	0,3 %	(0,3) p.p.
Total	89,4 %	94,3 %	(4,9) p.p.	94,6 %	105,1 %	(10,5) p.p.

¹) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

La hausse de 0,6 % de la charge de rémunération au rendement correspond à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a peu varié, s'établissant à 49,7 %, contre 49,6 % au troisième trimestre de l'exercice 2013. Les charges salariales ont également légèrement augmenté, passant de 21,1 millions \$ au T3/13 à 21,4 millions \$ au T3/14.

Au T3/14, la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a été de 59,0 %, soit 0,2 point de pourcentage de plus en regard de 58,8 % au T3/13.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de 2013

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la charge de rémunération au rendement a été de 288,7 millions \$, en baisse de 1,6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a reculé de 2,7 points de pourcentage, pour s'établir à 48,0 %, ce qui reflète les efforts soutenus de surveillance de la structure de rémunération et des ratios de distribution par la Société.

Les charges salariales ont atteint 66,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, soit 0,3 million, ou 0,4 %, de plus que celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a été de 59,0 %, soit 3,0 points de pourcentage de moins en regard de 62,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2013	2012		2013	2012	
Frais de négociation	11 370 \$	10 419 \$	9,1 %	33 673 \$	33 195 \$	1,4 %
Locaux et matériel	10 092	9 504	6,2 %	29 250	31 200	(6,3) %
Communications et technologie	12 345	12 140	1,7 %	34 275	37 725	(9,1) %
Intérêts	3 875	3 981	(2,7) %	12 581	11 823	6,4 %
Frais d'administration	22 077	23 809	(7,3) %	63 340	68 782	(7,9) %
Amortissement ¹	6 750	8 398	(19,6) %	19 331	24 289	(20,4) %
Frais de développement	3 803	6 671	(43,0) %	16 304	15 811	3,1 %
Total des autres charges indirectes	70 312 \$	74 922 \$	(6,2) %	208 754 \$	222 825 \$	(6,3) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF), de CSHP et d'Eden Financial Ltd.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Les charges indirectes du troisième trimestre de l'exercice 2014 s'élevaient à 70,3 millions \$, soit 4,6 millions \$, ou 6,2 %, de moins qu'au T3/13. La baisse des frais de développement, des frais d'administration et de la dotation aux amortissements a été en partie contrebalancée par la hausse des frais de négociation et des frais liés aux locaux et au matériel.

Les frais de développement ont diminué de 2,9 millions \$ en raison de la réduction des régimes d'intéressement au titre des nouvelles embauches offerts au T3/14 par nos entreprises de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe et de marchés des capitaux en Asie. Les frais d'administration, qui englobent la charge liée aux réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires et les dons, ont diminué de 1,7 million \$, en raison principalement de la baisse de la charge liée aux réserves à l'égard des soldes non garantis.

La réduction de la dotation aux amortissements liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de CSHP a été la principale cause de la baisse de 1,6 million \$ de la dotation aux amortissements, certaines immobilisations incorporelles étant maintenant entièrement amorties.

Les frais liés aux locaux et au matériel se sont établis à 10,1 millions \$, soit 0,6 million \$, ou 6,2 %, de plus qu'au T3/13, ce qui est en partie imputable au recouvrement de frais à payer surévalués comptabilisés au T3/13 relativement à la résiliation de certains contrats de location. La hausse des frais de négociation des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis qui découle de la croissance du volume de négociation était le principal facteur ayant contribué à l'augmentation de 1,0 million \$, ou 9,1 %, des frais de négociation comparativement au T3/13.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de 2013

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les autres charges indirectes ont été de 208,8 millions \$, soit 14,1 millions \$, ou 6,3 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des frais liés aux locaux et au matériel, des frais liés aux communications et à la technologie, des frais d'administration et de la dotation aux amortissements a été contrebalancée par l'augmentation des charges d'intérêts et des frais de développement.

Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 2,0 millions \$ par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 décembre 2012 en raison du regroupement des locaux pour bureaux. Les frais liés aux communications et à la technologie ont enregistré une baisse de 3,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, pour se chiffrer à 34,3 millions \$, ce qui est principalement attribuable aux synergies de coûts réalisées aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe.

Les frais d'administration ont diminué de 5,4 millions \$, puisque la Société a continué de profiter des synergies de coûts et des gains d'efficacité réalisés dans l'ensemble de l'organisation, qui découlent surtout d'une chute des frais de promotion et de déplacement et des honoraires. La réduction de 5,0 millions \$ de la dotation aux amortissements est attribuable à la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles, comme il en a été question plus haut.

Les frais de développement ont augmenté de 0,5 million \$, ce qui s'explique essentiellement par l'amortissement lié au régime incitatif de CSH, contrebalancé par des primes de recrutement moins élevées de nos activités au Royaume-Uni et en Europe et en Asie. Les charges d'intérêts ont augmenté de 0,8 million \$ au cours de la période, en raison principalement de la hausse des activités du groupe Actions internationales aux États-Unis.

Résultat net**Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013**

Le résultat net du T3/14 a été de 18,3 millions \$, comparativement à 10,3 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Au T3/14, le résultat dilué par action a été de 0,14 \$, comparativement à 0,08 \$ au T3/13. L'augmentation du résultat net est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par la division des marchés des capitaux aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe et dans les autres établissements à l'étranger, attribuable à la solide performance dans nos secteurs clés. La hausse des produits des activités ordinaires dans nos établissements à l'étranger a été contrebalancée par un recul des produits des activités ordinaires générés par les divisions de gestion de patrimoine et des marchés des capitaux au Canada. De plus, notre charge de rémunération a diminué en raison de changements apportés à la structure de rémunération et de la baisse

du ratio de distribution. Au T3/14, les charges indirectes ont aussi diminué par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent grâce aux synergies de coûts et aux gains d'efficacité réalisés du fait des efforts de restructuration déployés tout au long de l'exercice 2013.

Compte non tenu des éléments importants¹, qui se composent de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des frais de restructuration, le résultat net du T3/14 s'est établi à 21,2 millions \$, comparativement à 20,5 millions \$ au T3/13. Le RPA dilué, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,17 \$ au T3/14, inchangé par rapport à celui du T3/13.

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre considéré s'établissait à 24,9 %, comparativement à 21,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'impôt au T3/14 a été touché par l'utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées lors des périodes précédentes par les filiales à l'extérieur du Canada.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de 2013

Le résultat net pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 a été de 26,1 millions \$, comparativement à une perte nette de 25,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA dilué a été de 0,16 \$, comparativement à (0,35) \$ un an auparavant. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net s'est établi à 39,8 millions \$ et le RPA dilué a été de 0,29 \$, comparativement à un RPA dilué de 0,02 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La hausse de 51,3 millions \$ du résultat net pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 s'explique par les raisons dont il a déjà été question plus haut. En outre, des frais de restructuration de 25,2 millions \$ et des frais connexes aux acquisitions de 1,7 million \$ ont été engagés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, comparativement à des frais de restructuration de 5,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013.

L'impôt sur le résultat a été de 6,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, reflétant un taux d'impôt effectif de 19,8 % depuis le début de l'exercice, comparativement à un recouvrement d'impôt de 4,5 millions \$ et à un taux de recouvrement effectif de 15,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement imputable à l'utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées lors des exercices précédents par les filiales à l'extérieur du Canada.

Résultats opérationnels par secteur d'activité

CANACCORD GENUITY^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	171 234 \$	165 625 \$	3,4 %	429 131 \$	387 036 \$	10,9 %
Charges						
Rémunération au rendement	87 850	83 584	5,1 %	214 826	208 326	3,1 %
Charges salariales	8 127	8 280	(1,8) %	25 657	25 761	(0,4) %
Autres charges indirectes	45 193	48 059	(6,0) %	137 096	148 161	(7,5) %
Frais de restructuration	—	5 276	(100,0) %	5 486	9 671	(43,3) %
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	388	(100,0) %
Total des charges	141 170	145 199	(2,8) %	383 065	392 307	(2,4) %
Imputations intersectorielles ³	2 156	848	154,2 %	6 292	3 056	105,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	27 908 \$	19 578 \$	42,5 %	39 774 \$	(8 327) \$	négl.
Nombre d'employés	956	1 006	(5,0) %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	139 490 \$	136 450 \$	2,2 %	372 539 \$	370 966 \$	0,4 %
Imputations intersectorielles ³	2 156	848	154,2 %	6 292	3 056	105,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	29 588	28 327	4,5 %	50 300	13 014	286,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les données comprennent les résultats des activités de Canaccord Genuity en Australie depuis la date de clôture du 1^{er} novembre 2011, y compris ceux des activités de gestion de patrimoine. Les résultats opérationnels des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 50 % a été comptabilisée. Les résultats des anciennes entités de CSHP depuis le 22 mars 2012 sont également inclus.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.
négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

(en points de pourcentage)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	24,1 %	46,2 %	(22,1) p.p.	24,6 %	38,1 %	(13,5) p.p.
Royaume-Uni et Europe	38,4 %	26,7 %	11,7 p.p.	34,8 %	29,1 %	5,7 p.p.
États-Unis	28,2 %	22,7 %	5,5 p.p.	33,8 %	27,9 %	5,9 p.p.
Autres établissements à l'étranger	9,3 %	4,4 %	4,9 p.p.	6,8 %	4,9 %	1,9 p.p.
	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

CHARGE DE RÉMUNÉRATION AU RENDEMENT DE CANACCORD GENUITY EXPRIMÉE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

(en points de pourcentage)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Ratio de la rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires						
Canada	48,8 %	47,2 %	1,6 p.p.	47,6 %	49,2 %	(1,6) p.p.
Royaume-Uni et Europe	51,0 %	54,1 %	(3,1) p.p.	49,0 %	59,2 %	(10,2) p.p.
États-Unis	52,8 %	50,3 %	2,5 p.p.	51,4 %	53,7 %	(2,3) p.p.
Autres établissements à l'étranger	54,8 %	63,6 %	(8,8) p.p.	58,1 %	58,6 %	(0,5) p.p.
Canaccord Genuity (total)	51,3 %	50,5 %	0,8 p.p.	50,1 %	53,8 %	(3,7) p.p.

p.p. : points de pourcentage

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013
Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity pour le T3/14 se sont élevés à 171,2 millions \$, en hausse de 3,4 %, ou 5,6 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'aux États-Unis ont enregistré des augmentations de respectivement 21,5 millions \$ et 10,6 millions \$, étant donné la progression des marchés dans ces régions et l'intensification des activités dans certains secteurs clés de financement de sociétés attribuable à l'excellent rendement de nos équipes situées au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les produits tirés des autres établissements à l'étranger ont représenté 9,3 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity, en hausse de 4,9 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2013, ce qui s'explique surtout par la croissance des activités en Australie et à Singapour. Les produits tirés des marchés des capitaux au Canada ont reculé au troisième trimestre de l'exercice 2014, en raison d'une diminution de 38,8 millions \$ des honoraires de consultation comparativement aux honoraires record inscrits au T3/13. Ce record est attribuable à deux importants mandats de consultation effectués par nos activités au Canada pendant ce trimestre.

Charges

Les charges du T3/14 ont été de 141,2 millions \$, soit une baisse de 2,8 %, ou 4,0 millions \$. La charge de rémunération au rendement s'est établie à 87,9 millions \$ pour le trimestre, soit 5,1 %, ou 4,3 millions \$, de plus qu'au T3/13. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 0,8 point de pourcentage par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, passant de 50,5 % au T3/13 à 51,3 % au T3/14.

Une charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions supérieure au Canada et aux États-Unis et l'accroissement des charges associées à l'expansion du groupe Revenu fixe aux États-Unis ont respectivement contribué aux hausses de 1,6 point de pourcentage et de 2,5 points de pourcentage du ratio de la charge de rémunération au rendement au Canada et aux États-Unis. Les produits des activités ordinaires plus élevés combinés à la réduction de la rémunération découlant du regroupement des activités sur les marchés des capitaux et des activités de consultation au Royaume-Uni et en Europe ont entraîné une chute de 3,1 points de pourcentage du ratio de la rémunération au rendement dans cette région.

La plupart des catégories de charges indirectes du secteur des marchés des capitaux ont baissé, la Société ayant commencé à profiter des efforts de restructuration déployés au cours de l'exercice 2013.

Avant le T1/14, certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais intersectoriels imputés au Canada. À compter du T1/14, la méthode d'établissement de ces frais a été modifiée. Ils ont donc été classés comme frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette modification a entraîné une augmentation de 0,8 million \$ des frais de négociation comparativement au T3/13 au Canada. Les frais de négociation ont augmenté de 1,8 million \$ aux États-Unis du fait de la croissance de la clientèle et des activités de négociation à titre de contrepartiste. Au Royaume-Uni et en Europe, les frais de négociation ont enregistré une hausse de 0,3 million \$ par rapport à ceux du T3/13, ce qui est imputable à l'intensification des volumes de négociation.

Au T3/14, les frais d'administration se sont élevés à 12,4 millions \$, soit 2,5 millions \$, ou 16,9 %, de moins qu'au T3/13, ce qui s'explique par les efforts continus de réduction des coûts ainsi que par une baisse de la charge liée aux réserves à l'égard des soldes non garantis.

La dotation aux amortissements s'est établie à 3,7 millions \$ au T3/14, soit 1,3 million \$, ou 25,2 %, de moins qu'au T3/13, étant donné que certaines immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de CSHP sont maintenant entièrement amorties.

Les frais de développement ont diminué de 1,7 million \$ par rapport au T3/13, ce qui est essentiellement attribuable à la réduction des primes de recrutement de nos activités en Asie et au Royaume-Uni et en Europe.

La Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 5,3 millions \$ au T3/13. Ils découlent des efforts déployés afin d'éliminer les redondances de personnel et de pleinement utiliser les synergies découlant de l'acquisition de CSHP.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées pour le trimestre, a été de 27,9 millions \$, contre 19,6 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat a augmenté, passant de 28,3 millions \$ au T3/13 à 29,6 millions \$ au T3/14. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat s'explique par l'amélioration de la conjoncture des marchés, par la solidité de nos activités au Royaume-Uni et aux États-Unis qui a entraîné une hausse des produits des activités ordinaires dans ces régions ainsi que par la baisse des ratios de distribution et par la réduction des charges indirectes découlant de la mise en œuvre de stratégies de réduction des coûts.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de 2013

Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 se sont élevés à 429,1 millions \$, en hausse de 42,1 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe et aux États-Unis se sont accrus de respectivement 32,6 % et 34,3 %, ce qui s'explique par l'amélioration de la conjoncture du marché et des activités des entreprises dans nos secteurs clés dans ces régions.

Les produits tirés des marchés des capitaux ont diminué au Canada au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, surtout en raison des honoraires de consultation record comptabilisés au T3/13 qui avaient été obtenus principalement grâce à deux importants mandats de consultation. Les autres établissements à l'étranger ont dégagé des produits des activités ordinaires de 29,3 millions \$, soit une progression de 55,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2013.

Charges

Les charges de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 ont été de 383,1 millions \$, soit une baisse de 2,4 %, ou 9,2 millions \$. Comme il en a déjà été question, les efforts de restructuration de la Société au cours de l'exercice 2013 se sont traduits par une baisse de la plupart des charges indirectes. Les frais d'administration, la dotation aux amortissements, les frais liés aux communications et à la technologie et les frais liés aux locaux et au matériel ont tous diminué par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2013.

Une hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement a conduit à une croissance de 6,5 millions \$ de la charge de rémunération au rendement. Toutefois, la charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,8 points de pourcentage, pour s'établir à 50,1 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013. Cette diminution de la charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires est principalement le fait de certains changements apportés à la structure de rémunération, de la baisse des ratios de distribution ainsi que des réductions découlant du regroupement des activités sur les marchés des capitaux et des activités de consultation au Royaume-Uni et en Europe.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont reculé de 3,9 millions \$, ou 15,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, puisque les abonnements, les permis et les autres frais en double découlant de l'acquisition de CSHP ont été éliminés. La réduction de 5,2 millions \$ de la dotation aux amortissements s'explique par la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles, certaines d'entre elles étant maintenant entièrement amorties. Les frais d'administration ont affiché une baisse de 6,9 millions \$ principalement attribuable aux efforts de réduction des coûts axés sur les frais de promotion et de déplacement et les honoraires. Les frais liés aux locaux et au matériel ont diminué de 1,8 million \$ grâce au regroupement de locaux pour bureaux.

Les charges d'intérêt ont augmenté de 0,6 million \$ en raison de l'intensification de l'activité sur les marchés des capitaux aux États-Unis. La variation des frais de négociation au Canada dont il a été question ci-dessus a aussi entraîné une hausse de 5,6 millions \$ des frais de négociation de ce secteur.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, des frais de restructuration de 5,5 millions \$ ont été engagés qui se rapportaient essentiellement à la restructuration des activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, de même que certains frais liés à la fermeture de bureaux.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 a été de 39,8 millions \$, une hausse de 48,1 millions \$, comparativement à une perte de 8,3 millions \$ enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat s'explique par l'amélioration enregistrée sur les marchés qui a entraîné une hausse des produits des activités ordinaires aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe et dans les autres établissements à l'étranger ainsi que par la mise en œuvre de stratégies de réduction des coûts qui a

donné lieu à une réduction de la charge de rémunération et des charges indirectes. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 a été de 50,3 millions \$, une hausse de 37,3 millions \$ comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2013	2012		2013	2012	
Produits des activités ordinaires	27 719 \$	35 051 \$	(20,9) %	78 974 \$	107 632 \$	(26,6) %
Charges						
Rémunération au rendement	14 074	18 181	(22,6) %	39 763	57 010	(30,3) %
Charges salariales	2 854	3 216	(11,3) %	9 273	10 324	(10,2) %
Autres charges indirectes	11 042	9 743	13,3 %	32 477	32 169	1,0 %
Frais de restructuration	—	—	—	—	13 567	(100,0) %
Total des charges	27 970	31 140	(10,2) %	81 513	113 070	(27,9) %
Imputations intersectorielles ²	4 407	8 506	(48,2) %	12 397	27 153	(54,3) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(4 658) \$	(4 595) \$	(1,4) %	(14 936) \$	(32 591) \$	54,2 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	1 070	791	35,3 %	1 070	791	35,3 %
ASA – Canada ⁴	9 536	11 403	(16,4) %	9 536	11 403	(16,4) %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	163	184	(11,4) %	163	184	(11,4) %
Nombre d'employés	425	493	(13,8) %	425	493	(13,8) %
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	27 970 \$	31 140 \$	(10,2) %	81 513 \$	99 503 \$	(18,1) %
Imputations intersectorielles ²	4 407	8 506	(48,2) %	12 397	27 153	(54,3) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(4 658)	(4 595)	(1,4) %	(14 936)	(19 024)	21,5 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par Canaccord et dont celle-ci tire des commissions et des honoraires.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord se sont établis à 27,7 millions \$, soit une baisse de 7,3 millions \$, ou 20,9 %, découlant surtout des volumes de négociation plus anémiques au T3/14 au Canada.

Au 31 décembre 2013, les ASA au Canada avaient reculé de 16,4 %, pour s'établir à 9,5 milliards \$, comparativement à 11,4 milliards \$ au 31 décembre 2012, en raison essentiellement de la réduction des activités de négociation au Canada. Les ASG au Canada se sont accrus de 35,3 % par rapport au T3/13 en raison d'une nouvelle stratégie privilégiant les comptes assortis d'honoraires et les comptes gérés au détriment des comptes classiques à la commission. On comptait 163 équipes de conseillers au Canada, soit 21 de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont crû de 4,4 points de pourcentage par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et représentaient 32,4 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au troisième trimestre de l'exercice 2014.

Les charges du T3/14 ont été de 28,0 millions \$, soit une diminution de 10,2 %, ou 3,2 millions \$. Le principal facteur à l'origine de la diminution globale des charges est la réduction de 4,5 millions \$ de la charge de rémunération totale, qui s'est établie à 16,9 millions \$ au T3/14 en raison d'une baisse de la rémunération au rendement au cours du trimestre. La réduction de la dotation aux amortissements et des frais de développement a aussi contribué à la diminution globale des charges. La dotation aux amortissements a reculé de 0,7 million \$ par rapport à celle du T3/13 étant donné la sortie du bilan des charges d'aménagement des locaux loués liée aux fermetures de succursales comptabilisées au cours de l'exercice précédent. Les frais de développement ont diminué de 0,3 million \$ en raison de la baisse de l'amortissement lié aux régimes d'intéressement au titre des nouvelles embauches au cours du trimestre.

Avant le T1/14, certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais intersectoriels imputés au Canada. À compter du T1/14, la méthode d'établissement de ces frais a été modifiée. Ils ont donc été classés comme frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. Cette modification a entraîné une augmentation de 2,0 millions \$ des frais de négociation de la division de gestion de patrimoine de l'Amérique du Nord. Cette augmentation a été plus que compensée par un recul de 4,1 millions \$ des imputations intersectorielles, pour une diminution nette combinée de 2,1 millions \$ des frais de négociation et des frais imputés.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Rapport de gestion

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 4,7 millions \$, ce qui est comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui se chiffrait à 4,6 millions \$. Les conditions de marché difficiles pour le secteur de la gestion de patrimoine au Canada ont persisté et ont entraîné une perte avant impôt sur le résultat au T3/14.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont atteint 79,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, une baisse de 28,7 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent attribuable aux conditions de marché difficiles qui régnaient depuis le début de l'exercice 2014.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les charges ont été de 81,5 millions \$, soit 31,6 millions \$, ou 27,9 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement a diminué de 17,2 millions \$ du fait d'une baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. De plus, grâce aux initiatives de réduction des coûts, les frais liés aux locaux et au matériel ont reculé de 0,8 million \$, les frais d'administration, de 2,4 millions \$ et les frais de développement, de 1,4 million \$. La réduction de 0,9 million \$ de la dotation aux amortissements est attribuable aux raisons évoquées plus haut.

Ces diminutions ont été contrebalancées par une augmentation de 6,0 millions \$ des frais de négociation par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il en a déjà été question, la hausse des frais de négociation découle d'une modification de la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement entre les divisions canadiennes. Cette hausse a été plus que compensée par un recul de 14,8 millions \$ des imputations intersectorielles, pour une diminution nette combinée de 8,8 millions \$ des frais de négociation et des frais imputés.

Des frais de restructuration de 13,6 millions \$ ont été comptabilisés pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2012. Ils découlent de la fermeture de succursales dont le rendement est insuffisant.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 14,9 millions \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014, comparativement à 32,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 14,9 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, comparativement à 19,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Malgré le recul des produits des activités ordinaires, les efforts soutenus de surveillance des coûts de la Société et l'implantation de mesures de réduction des coûts se sont traduits par une baisse de la perte avant impôt pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET EN EUROPE^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre			Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		
	2013	2012	Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	2013	2012	Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
Produits des activités ordinaires	27 018 \$	24 792 \$	9,0 %	79 826 \$	65 051 \$	22,7 %
Charges						
Rémunération au rendement	9 618	9 679	(0,6) %	28 737	25 510	12,6 %
Charges salariales	3 477	2 596	33,9 %	10 042	7 429	35,2 %
Autres charges indirectes	10 191	9 997	1,9 %	28 775	24 382	18,0 %
Frais de restructuration	—	1 034	(100,0) %	—	1 034	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	—	431	(100,0) %	—	1 331	(100,0) %
Total des charges	23 286	23 737	(1,9) %	67 554	59 686	13,2 %
Imputations intersectorielles ³	2 175	1 743	24,8 %	5 688	4 967	14,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	1 557 \$	(688) \$	négl.	6 584 \$	398 \$	négl.
ASG – Royaume-Uni et Europe ⁴	18 984	15 228	24,7 %	18 984	15 228	24,7 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	119	119	—	119	119	—
Nombre d'employés	294	298	(1,3) %	294	298	(1,3) %
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	21 341 \$	20 629 \$	3,5 %	61 969 \$	53 066 \$	16,8 %
Imputations intersectorielles ³	2 175	1 743	24,8 %	5 688	4 967	14,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	3 502	2 420	44,7 %	12 169	7 018	73,4 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés.

2) Comprend les résultats opérationnels des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. depuis le 1^{er} octobre 2012.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

4) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par Canaccord, qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.
négl. : négligeable

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions de marché. Par suite de l'acquisition des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd., Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a encore étendu ses activités au Royaume-Uni. Pour le T3/14, les produits des activités ordinaires ont atteint 27,0 millions \$, une hausse de 9,0 % par rapport à ceux du T3/13.

Au 31 décembre 2013, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 19,0 milliards \$. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Europe représentaient 63,6 % du total des produits des activités ordinaires de cette région. Comme il a déjà été mentionné, ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement s'est chiffrée à 9,6 millions \$, relativement inchangée par rapport à celle du T3/13, qui s'était établie à 9,7 millions \$. Le total de la charge de rémunération (rémunération au rendement plus charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,4 points de pourcentage, soit de 39,0 % au T3/13 à 35,6 % au T3/14, en raison de nos efforts soutenus de surveillance des coûts et de l'implantation d'initiatives de réduction des coûts liées à notre structure de rémunération. L'augmentation de 0,9 million \$ des charges salariales est en partie imputable au reclassement de certains coûts dans les charges salariales au cours de l'exercice 2014. Au T3/14, les frais de développement ont atteint 1,3 million \$, une baisse de 0,7 million \$ qui s'explique par la réduction des primes de recrutement.

Au T3/13, des frais de restructuration de 1,0 million \$ ont été comptabilisés relativement à l'intégration des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Des frais connexes aux acquisitions de 0,4 million \$ ont été engagés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent pour l'achat des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 1,6 million \$, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 0,7 million \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires dégagés au T3/14.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013

Les produits des activités ordinaires provenant de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 79,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, une hausse de 14,8 millions \$, ou 22,7 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les charges de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 se sont chiffrées à 67,6 millions \$, une augmentation de 7,9 millions \$, ou 13,2 %, comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) a crû de 5,8 millions \$ par rapport à celle de la période de neuf mois close le 31 décembre 2012, en raison essentiellement de la hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement et du reclassement de certains coûts dans les charges salariales à l'exercice 2014. Il y a également eu une hausse de 1,6 million \$ des frais de développement relativement à l'amortissement du régime incitatif de CSH et aux frais de développement de systèmes plus élevés.

La dotation aux amortissements s'est accrue de 1,1 million \$ en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises lors de l'achat des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 6,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, comparativement à 0,4 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du résultat s'explique principalement par les produits des activités ordinaires plus importants enregistrés pour les neuf premiers mois de l'exercice 2014 ainsi que par une réduction des frais connexes aux acquisitions et des frais de restructuration.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Périodes de trois mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2013	2012		2013	2012	
Produits des activités ordinaires	4 988 \$	4 535 \$	10,0 %	13 565 \$	19 432 \$	(30,2) %
Charges						
Rémunération au rendement	3 335	2 693	23,8 %	5 387	2 581	108,7 %
Charges salariales	6 892	6 990	(1,4) %	20 994	22 183	(5,4) %
Autres charges indirectes	3 886	7 123	(45,4) %	10 406	18 113	(42,5) %
Frais de restructuration	—	—	—	—	900	(100,0) %
Total des charges	14 113	16 806	(16,0) %	36 787	43 777	(16,0) %
Imputations intersectorielles ²	(8 738)	(11 097)	21,3 %	(24 377)	(35 176)	30,7 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(387) \$	(1 174) \$	67,0 %	1 155 \$	10 831 \$	(89,3) %
Nombre d'employés	319	332	(3,9) %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	14 113 \$	16 806 \$	(16,0) %	36 787 \$	42 877 \$	(14,2) %
Imputations intersectorielles ²	(8 738)	(11 097)	21,3 %	(24 377)	(35 176)	30,7 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(387)	(1 174)	67,0 %	1 155	11 731	(90,2) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf le nombre d'employés.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 12.

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres produits d'intérêts, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 se sont fixés à 5,0 millions \$, en hausse de 10,0 %, ou 0,5 million \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est principalement imputable à une progression des profits de change au T3/14 sous l'effet de la fluctuation du dollar canadien. Elle a été contrebalancée par la réduction des produits des activités ordinaires associés aux activités de services de courtage de correspondance.

Les charges du T3/14 ont été de 14,1 millions \$, soit une diminution de 2,7 millions \$, ou 16,0 %, attribuable surtout aux recouvrements de frais de négociation découlant de la modification de la méthode de comptabilisation de certains frais de négociation, de compensation et de règlement à l'égard des divisions Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Cette diminution a été légèrement atténuée par une augmentation des frais d'administration. Les frais d'administration ont augmenté en raison des honoraires engagés afin de revoir les processus internes de nos activités et de soutenir les groupes responsables de la prestation de services. Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 0,4 million \$ au T3/14, comparativement à 1,2 million \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice 2014 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 13,6 millions \$, une baisse de 5,9 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par une réduction des produits des services de courtage de correspondance.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les charges ont été de 36,8 millions \$, soit une baisse de 7,0 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de l'ensemble des charges s'explique par l'importante réduction des frais de négociation attribuable aux recouvrements de frais de négociation, comme il en a déjà été question. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 2,8 millions \$ du fait d'une hausse de la rentabilité du groupe. La baisse de l'effectif au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 s'est traduite par une diminution de 1,2 million \$ des charges salariales. Les frais d'administration ont augmenté de 3,3 millions \$ en raison du recouvrement d'une charge liée aux clients comptabilisée au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Dans l'ensemble, le résultat avant impôt sur le résultat s'est élevé à 1,2 million \$, comparativement à 10,8 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de Canaccord peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans le marché à l'échelle mondiale. La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. Les produits des activités ordinaires de Canaccord tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque la transaction est conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 31 décembre 2013. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats opérationnels pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2014				Exercice 2013		Exercice 2012	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits des activités ordinaires								
Canaccord Genuity	171 234 \$	126 691 \$	131 206 \$	153 997 \$	165 625 \$	120 110 \$	101 301 \$	113 067 \$
Gestion de patrimoine								
Canaccord Genuity :								
Amérique du Nord	27 719	24 413	26 842	32 223	35 051	35 814	36 767	52 537
Royaume-Uni et Europe	27 018	25 830	26 978	26 706	24 792	20 672	19 587	1 987
Non sectoriel et autres	4 988	6 372	2 205	5 045	4 535	10 003	4 894	10 101
Total des produits des activités ordinaires	230 959 \$	183 306 \$	187 231 \$	217 971 \$	230 003 \$	186 599 \$	162 549 \$	177 692 \$
Résultat net	18 334	(80)	7 883	6 424	10 264	(14 841)	(20 622)	(31 794)
Résultat par action ordinaire								
– de base	0,15 \$	(0,03) \$	0,06 \$	0,04 \$	0,09 \$	(0,19) \$	(0,24) \$	(0,42) \$
Résultat par action ordinaire dilué								
– dilué	0,14 \$	(0,03) \$	0,06 \$	0,04 \$	0,08 \$	(0,19) \$	(0,24) \$	(0,42) \$

Les conditions de marché difficiles et les coûts liés aux projets de restructuration ont eu une incidence sur nos résultats trimestriels. Toutefois, grâce à la stabilisation de l'activité sur les marchés et aux synergies découlant de nos acquisitions, nos résultats opérationnels commencent à montrer des signes d'amélioration depuis quelques trimestres. La division Canaccord Genuity (marchés des capitaux) gagne en vigueur grâce à son acquisition de CSHP, comme le montre l'excellent rendement de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe. Au T3/14, nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont dégagé des produits des activités ordinaires record, tandis que les produits tirés du financement de sociétés et les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste aux États-Unis ont généralement augmenté au cours des huit derniers trimestres. Au Canada, la conjoncture difficile des marchés a eu une incidence sur notre division des marchés des capitaux, tout particulièrement dans le secteur des ressources, et, par conséquent, nous n'avons pas pu maintenir les mêmes produits des activités ordinaires qu'à l'exercice 2013, surtout les honoraires de consultation. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity au Canada ont cependant progressé par rapport au T2/14, puisque l'activité sur les marchés s'est améliorée, ce qui a donné lieu à une croissance des produits des activités ordinaires de 32,0 % par rapport au T2/14. Au T3/14, les activités des autres établissements à l'étranger ont aussi enregistré une croissance de 88,1 % de leurs produits des activités ordinaires comparativement au T2/14.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont poursuivi leur tendance à la baisse entre l'exercice 2014 et l'exercice 2013 en raison du recul des volumes de négociation. Ses actifs sous gestion se sont cependant accrus de 14,4 % par rapport à ceux du trimestre précédent, pour atteindre 1,1 milliard \$, une bonne indication de la croissance de nos comptes gérés et de nos comptes à frais fixes. Le 15 janvier 2014, Stuart Raftus a été nommé président de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. M. Raftus compte plus de 28 années d'expérience dans le secteur des valeurs mobilières ainsi qu'une feuille de route bien garnie dans le domaine de l'exécution, ce qui fait de lui la personne tout indiquée pour diriger cette division.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe poursuivent leur croissance constante, ce qui reflète les synergies tirées de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. Les produits tirés des honoraires de cette division ont aussi augmenté de manière constante. Ils se sont établis à 63,6 % au T3/14, une hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à ceux du trimestre précédent. Les actifs sous gestion de ce groupe ont aussi continué leur progression au cours des huit derniers trimestres et ont fait un bond de 7,5 % par rapport au T2/14.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien ainsi que par la chute du volume des affaires des activités de services de courtage de correspondance.

Frais intersectoriels imputés

Le secteur administratif Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Avant le T1/14, certains frais de négociation, de compensation et de règlement étaient inclus dans les frais intersectoriels imputés. À compter du T1/14, ces frais ont été classés comme frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 357,7 millions \$ au 31 décembre 2013, contre 491,0 millions \$ au 31 mars 2013. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 25.

Les titres détenus s'établissaient à 1,1 milliard \$ au 31 décembre 2013, par rapport à 924,3 millions \$ au 31 mars 2013, en raison d'une hausse des titres de créance de sociétés et de gouvernements ainsi que des actions et des débetures convertibles détenues.

Les créances clients s'élevaient à 1,9 milliard \$ au 31 décembre 2013, en comparaison de 2,5 milliards \$ au 31 mars 2013; cette hausse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

Le goodwill atteignait 507,8 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 130,2 millions \$ au 31 décembre 2013, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de The Balloch Group, de CSHP, d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (anciennement Canaccord BGF), des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. et de l'acquisition de certains actifs de Kenosis Capital Partners. Au 31 mars 2013, le goodwill s'établissait à 484,7 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 130,3 millions \$. La légère baisse des immobilisations incorporelles est surtout attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles, porté en diminution de la hausse des coûts incorporés relativement au développement de systèmes.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, se sont établis à 71,0 millions \$ au 31 décembre 2013, comparativement à 59,2 millions \$ au 31 mars 2013. La hausse des autres actifs est essentiellement attribuable à un placement de 5,0 millions \$ dans Canadian First Financial Holdings Limited (Canadian First), une société fermée qui fournit des services financiers de détail au Canada, réalisé au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013. Le matériel et les aménagements de locaux loués ont également contribué à hauteur de 7,4 millions \$ à la hausse des autres actifs, et se rapportent essentiellement à des ajouts aux aménagements de locaux loués de nos activités au Royaume-Uni et en Europe et au Canada. Le matériel et les aménagements de locaux loués ont également augmenté en raison de l'incidence du change sur ceux détenus par nos filiales étrangères.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 décembre 2013, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 721,1 millions \$ (705,5 millions \$ au 31 mars 2013). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2013, la dette bancaire de la Société était de 85,1 millions \$, en comparaison de 66,1 millions \$ au 31 mars 2013.

Les titres vendus à découvert s'élevaient à 816,0 millions \$ au 31 décembre 2013, contre 689,0 millions \$ au 31 mars 2013 en raison principalement d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements ainsi que sur les actions et les débetures convertibles.

Les dettes fournisseurs et les charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,1 milliards \$ au 31 décembre 2013, en baisse comparativement à 2,7 milliards \$ au 31 mars 2013, en raison essentiellement d'une diminution des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, la contrepartie éventuelle, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, s'élevaient à 25,5 millions \$ au 31 décembre 2013, en comparaison de 36,2 millions \$ au 31 mars 2013. Cette baisse s'explique surtout par le paiement d'une contrepartie éventuelle relative à l'acquisition d'Eden Financial Ltd. L'impôt sur le résultat à payer a aussi diminué comparativement à celui au 31 mars 2013.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 12,1 millions \$ au 31 décembre 2013, en comparaison de 16,2 millions \$ au 31 mars 2013, ce qui représente 50 % de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,0 millions \$ (1,9 million \$ US) (3,3 millions \$ (3,2 millions \$ US) au 31 mars 2013) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de Canaccord englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 357,7 millions \$, en baisse de 133,3 millions \$ par rapport à 491,0 millions \$ au 31 mars 2013. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, un montant de 33,3 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement des dividendes versés, des actions ordinaires acquises dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT) ainsi que du rachat d'actions aux fins d'annulation, qui ont été contrebalancés par une augmentation de la dette bancaire. Un montant de 33,4 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de matériel et l'aménagement des locaux loués, le paiement d'une contrepartie éventuelle relative à l'acquisition d'Eden Financial Ltd., l'acquisition d'immobilisations incorporelles ainsi que le placement dans Canadian First. Un montant de 77,7 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation, essentiellement par suite des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une augmentation de 11,0 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, la trésorerie nette a reculé de 133,3 millions \$ par rapport au 31 mars 2013.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités de Canaccord sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions de marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 31 décembre 2013 :

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2015	Exercice 2016 – Exercice 2017	Exercice 2018 – Exercice 2019	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	201 526 \$	33 745 \$	61 103 \$	41 912 \$	64 766 \$

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 décembre	
	2013	2012
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	92 911 964	92 521 669
Nombre d'actions émises et en circulation ²	101 818 941	102 512 817
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	108 409 478	110 968 918
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	93 863 278	92 039 724
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	103 192 653	102 225 856

1) Exclut 4 093 552 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 4 742 713 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 70 712 actions propres acquises dans le cadre de l'OPRCNA à des fins d'annulation.

2) Inclut 4 093 552 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste, 4 742 713 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par une fiducie pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 70 712 actions propres acquises dans le cadre de l'OPRCNA à des fins d'annulation.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 8 383 195 actions, ajusté pour tenir compte du nombre estimatif de renoncations, et exclut 70 712 actions propres acquises dans le cadre de l'OPRCNA à des fins d'annulation.

En août 2012, la Société a déposé un avis de renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 3 000 000 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013, ce qui représentait 2,93 % des actions ordinaires en circulation de la Société à la date de l'avis. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Un total de 924 240 actions ont été achetées dans le cadre de l'OPRCNA entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013, puis annulées.

Le 6 août 2013, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 13 août 2013 au 12 août 2014, jusqu'à concurrence de 5 136 948 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être achetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 13 août 2013 et le 31 décembre 2013, 1 694 248 actions ont été achetées dans le cadre de l'OPRCNA. De ce nombre, 1 623 536 actions ont été annulées et 70 712 actions sont détenues comme actions propres aux fins d'annulation.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

Les achats effectués aux termes de l'OPRCNA actuelle ont commencé le 13 août 2013 et se poursuivront pendant un an (jusqu'au 12 août 2014) à la discrétion de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto et aux conditions de négociation en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur le rachat et la stabilisation, les rachats quotidiens sont limités à 26 456 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à a) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2013 à juillet 2013, ou, si ce montant est inférieur, à b) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours du mois de juillet 2013). Pour se conformer à ses exigences réglementaires au Canada et au Royaume-Uni, Canaccord publiera un communiqué de presse au plus tard à la fin de la septième séance boursière quotidienne suivant la date d'exécution des achats.

Au 4 février 2014, 101 313 371 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiements fondés sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiements fondés sur des actions, comme il est mentionné dans le rapport annuel de 2013.

Centre financier international

Canaccord est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (anciennement connu sous le nom de International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Instruments financiers

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 décembre 2013, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,9 millions \$ US, alors qu'il n'y avait aucun contrat à terme en cours un an auparavant. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains ont diminué de 1,1 million \$ depuis un an avec un notionnel de 1,5 million \$ US. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines activités de Canaccord aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Singapour, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position vendeur nette sur les livres sterling de 2,2 millions £, à un cours moyen de 1,76 (\$ CA/£) et dont la date d'échéance est le 16 janvier 2014. Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position acheteur nette sur les livres sterling de 2,5 millions £, à un cours moyen de 1,76 (\$ CA/£) et dont la date d'échéance est le 3 février 2014. Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Les activités canadiennes de la Société sont partie à la négociation de contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre 2013, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en position acheteur en cours s'établissait à 0,4 million \$ (néant au 31 mars 2013).

Depuis le commencement du deuxième trimestre de l'exercice 2014, les activités canadiennes de la Société ont commencé à négocier des contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre 2013, la Société avait des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur dont le notionnel s'établissait à (5,2) millions \$ ((4,9) millions \$ US) (néant au 31 mars 2013).

Placements

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la Société a effectué un placement de 5,0 millions \$ dans les actions ordinaires de Canadian First Financial Holdings Limited, une société fermée qui fournit des services financiers de détail au Canada.

Regroupements d'entreprises

Le 25 juillet 2013, la Société a acquis la participation restante de 50 % de Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited (CGHKL) pour une contrepartie au comptant de 0,7 million \$ et elle détient désormais cette société en totalité. La juste valeur de l'actif net acquis se rapproche du montant de la contrepartie au comptant. Auparavant, la Société détenait déjà une part d'intérêt de 50 % dans CGHKL par l'intermédiaire de sa participation dans Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. CGHKL détient un permis de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contrepartistes et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 18 des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2013. Les changements suivants y ont été apportés : 1) Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est maintenant entièrement détenue par le Groupe Canaccord Genuity Inc.; 2) Canaccord International Ltd. a été renommée Canaccord Genuity (Barbados) Ltd. et 3) Canaccord Genuity 360 Limited a été renommée Canaccord Genuity Financial Planning Limited.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, le régime incitatif de CSH et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des unités d'actions différées (UAD).

Les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Créances clients	281 \$	— \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	4 062	1 206

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les comptes qui nécessitent des estimations significatives incluent les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé associés aux pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers et les provisions.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. En raison des incertitudes économiques persistantes, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée de toutes les unités génératrices de trésorerie (UGT) applicables ont fait l'objet de tests de dépréciation intermédiaires en date du 31 décembre 2013.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des unités génératrices de trésorerie sont déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie approuvées par la haute direction. Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque unité génératrice de trésorerie, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans à compter de la fin de la période intermédiaire considérée, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chaque UGT se situe entre 12,5 % et 20,0 %. Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chaque UGT reposent sur les hypothèses de la direction et, pour la période de cinq ans commençant le 1^{er} janvier 2015 (la « période de prévisions »), elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés allant de 9,0 % à 13,9 % (de 9,0 % à 16,0 % au 31 mars 2013) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles.

Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 pour de plus amples renseignements sur les hypothèses clés utilisées dans le cadre de tests de dépréciation intermédiaires du 31 décembre 2013 à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée.

À l'exception des « Modifications des méthodes comptables » décrites ci-dessous, les principales méthodes comptables et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2014 et sont présentées dans notre rapport annuel 2013 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 4 des états financiers consolidés du 31 mars 2013, à l'exception des nouvelles normes suivantes, qui ont été adoptées et ont pris effet en date du 1^{er} avril 2013 :

IFRS 10, ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (IFRS 10)

L'IFRS 10 établit un modèle de contrôle unique qui s'applique à toutes les entités, y compris les entités *ad hoc*. L'IFRS 10 remplace les volets de la Norme comptable internationale (IAS) 27, norme précédemment en vigueur, *États financiers consolidés et individuels*, qui porte sur les états financiers consolidés, de même que l'interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme modifie la définition du contrôle de sorte qu'un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Cette norme a remplacé l'approche précédente qui mettait l'accent sur le contrôle juridique ou sur l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'adoption de l'IFRS 10 n'a pas eu d'incidence sur les entités consolidées de la Société.

IFRS 12, INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (IFRS 12)

L'IFRS 12 comprend les informations à fournir relativement aux filiales et aux entreprises associées, et introduit de nouvelles exigences pour les entités structurées non consolidées. Ces exigences en matière d'informations à fournir ne s'appliquent pas aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, sauf si des opérations ou des événements importants survenus au cours de la période intermédiaire nécessitent leur présentation. Par conséquent, la Société n'a pas présenté de telles informations. Des informations à fournir additionnelles seront exigées pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice se terminant le 31 mars 2014.

IFRS 13, ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (IFRS 13)

L'IFRS 13 établit un cadre unique de lignes directrices pour toutes les évaluations de la juste valeur aux termes des IFRS. L'IFRS 13 ne modifie pas les cas où une entité doit utiliser la juste valeur; elle fournit plutôt des indications sur la manière d'effectuer l'évaluation de la juste valeur selon les IFRS lorsque la juste valeur est requise ou permise. L'application prospective de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les évaluations de la juste valeur menées par la Société.

L'IFRS 13 requiert également des informations spécifiques à fournir sur les justes valeurs, dont certaines remplacent les informations à fournir existantes des autres normes, y compris l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*. Certaines de ces informations à fournir sont expressément requises par l'IAS 34 pour les instruments financiers, ce qui a une incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

IAS 1, PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS (IAS 1)

Les modifications à l'IAS 1 introduisent un groupe d'éléments présentés dans les autres éléments du résultat global. Les éléments qui peuvent être reclassés (ou recyclés) dans le résultat à un certain moment doivent être présentés séparément des éléments qui ne seront jamais reclassés. Il n'y a pas eu de changement à la présentation des éléments contenus dans les autres éléments du résultat global et du résultat net par suite de l'adoption de ces modifications à l'IAS 1. Tous les montants actuellement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global seront reclassés dans le résultat net au cours des périodes ultérieures.

IAS 19R, AVANTAGES DU PERSONNEL (IAS 19R)

Les modifications à l'IAS 19R comprennent de nombreux changements à la comptabilisation des régimes d'avantages du personnel, y compris les régimes de retraite à prestations définies et les informations à fournir à cet égard, et apportent des précisions sur la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi et des indemnités de cessation d'emploi. Les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2013. La Société évalue actuellement l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés et s'il faut adopter de nouvelles exigences de manière anticipée.

Contrôles et procédures sur l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière**CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR**

D'après l'évaluation en date du 31 mars 2013, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures sur l'information à fournir étaient efficaces selon le Règlement 52-109. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, il n'y a eu aucun changement qui pourrait avoir une incidence importante, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur les contrôles et procédures à l'égard de l'information à fournir.

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2013. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de Canaccord à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement, tel qu'il est défini par le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours du trimestre clos le 31 décembre 2013 qui a eu une incidence importante, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de Canaccord ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 5 février 2014, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 mars 2014 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 février 2014; dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 mars 2014 aux actionnaires inscrits le 14 mars 2014; dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 mars 2014 aux actionnaires inscrits le 14 mars 2014.

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats opérationnels de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont de par leur nature soumis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des produits de base, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent des volumes de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats opérationnels et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Singapour, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de Canaccord. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 20 des états financiers consolidés annuels audités de Canaccord de l'exercice 2013.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de Canaccord, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2013 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse <http://www.Canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx>, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 décembre 2013	31 mars 2013
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		357 713 \$	491 012 \$
Titres détenus	4	1 143 898	924 337
Créances clients	6, 16	1 912 423	2 513 958
Impôt sur le résultat à recevoir		1 755	—
Total des actifs courants		3 415 789	3 929 307
Actifs d'impôt différé		9 322	12 552
Placements	7	9 491	3 695
Matériel et aménagements des locaux loués	9	50 390	42 979
Immobilisations incorporelles	10	130 168	130 283
Goodwill	10	507 760	484 686
		4 122 920 \$	4 603 502 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire		85 080 \$	66 138 \$
Titres vendus à découvert	4	816 037	689 020
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 16	2 052 956	2 726 735
Provisions	18	11 823	20 055
Impôt sur le résultat à payer		—	4 428
Contrepartie éventuelle	5	5 988	14 218
Dette subordonnée		15 000	15 000
Total des passifs courants		2 986 884	3 535 594
Passifs d'impôt différé		4 530	2 576
		2 991 414	3 538 170
Capitaux propres			
Actions privilégiées	12	205 641	205 641
Actions ordinaires	13	647 938	638 456
Surplus d'apport		78 616	85 981
Résultats non distribués		127 297	126 203
Cumul des autres éléments du résultat global		59 904	(7 118)
Total des capitaux propres		1 119 396	1 049 163
Participations ne donnant pas le contrôle		12 110	16 169
Total des capitaux propres		1 131 506	1 065 332
		4 122 920 \$	4 603 502 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,



PAUL D. REYNOLDS
Administrateur



TERRENCE A. LYONS
Administrateur

États du résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
		31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2012
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions et honoraires		87 581 \$	89 415 \$	259 448 \$	265 687 \$
Financement de sociétés		70 841	40 609	142 957	107 231
Honoraires de consultation		39 758	69 348	105 557	123 545
Négociation à titre de contrepartiste		21 863	18 670	60 286	43 626
Intérêts		5 704	7 291	18 641	22 441
Divers		5 212	4 670	14 607	16 621
		230 959	230 003	601 496	579 151
CHARGES					
Rémunération au rendement		114 877	114 137	288 713	293 427
Charges salariales		21 350	21 082	65 966	65 697
Frais de négociation		11 370	10 419	33 673	33 195
Locaux et matériel		10 092	9 504	29 250	31 200
Communications et technologie		12 345	12 140	34 275	37 725
Intérêts		3 875	3 981	12 581	11 823
Frais d'administration		22 077	23 809	63 340	68 782
Amortissement		6 750	8 398	19 331	24 289
Frais de développement		3 803	6 671	16 304	15 811
Frais de restructuration		—	6 310	5 486	25 172
Frais connexes aux acquisitions		—	431	—	1 719
		206 539	216 882	568 919	608 840
Résultat avant impôt sur le résultat		24 420	13 121	32 577	(29 689)
Impôt sur le résultat (recouvrement)					
Exigible	11	1 581	6 760	10	4 462
Différé	11	4 505	(3 903)	6 430	(8 952)
		6 086	2 857	6 440	(4 490)
Résultat net de la période		18 334 \$	10 264 \$	26 137 \$	(25 199) \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.		17 321 \$	10 880 \$	25 679 \$	(23 649) \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1 013 \$	(616) \$	458 \$	(1 550) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
De base		93 369	92 268	93 863	92 040
Dilué		102 667	102 454	103 193	102 226
Résultat net par action ordinaire					
De base	13iii	0,15 \$	0,09 \$	0,18 \$	(0,35) \$
Dilué	13iii	0,14 \$	0,08 \$	0,16 \$	(0,35) \$
Dividendes par action ordinaire	14	0,05 \$	0,05 \$	0,15 \$	0,15 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	14	0,34 \$	0,34 \$	1,03 \$	1,03 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	14	0,36 \$	0,36 \$	1,08 \$	1,08 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Résultat net de la période	18 334 \$	10 264 \$	26 137 \$	(25 199) \$
Autres éléments du résultat global				
Transfert d'un profit net réalisé à la cession d'un actif disponible à la vente (net de l'impôt de 234 \$)	—	—	—	(700)
Variation nette des profits latents à la conversion des établissements à l'étranger	29 617	10 542	65 190	4 917
Résultat global de la période	47 951 \$	20 806 \$	91 327 \$	(20 982) \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.	47 353 \$	21 325 \$	92 701 \$	(19 379) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	598 \$	(519) \$	(1 374) \$	(1 603) \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes de neuf mois closes les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Actions privilégiées au début de la période		205 641 \$	110 818 \$
Actions émises, nettes des frais d'émission	12	—	97 450
Actions propres	12	—	(2 627)
Actions privilégiées à la fin de la période		205 641	205 641
Actions ordinaires au début de la période		638 456	623 739
Actions émises relatives aux paiements fondés sur des actions		16 222	8 639
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(10 726)	(14 872)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		17 671	16 448
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et d'autres acquisitions		(1 888)	—
Actions propres acquises aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA)		(18 207)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		6 410	(867)
Actions ordinaires à la fin de la période		647 938	633 087
Surplus d'apport au début de la période		85 981	68 336
Paiements fondés sur des actions		(7 385)	11 020
Actions annulées dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity et d'autres acquisitions		1 882	—
Actions propres acquises aux fins de l'annulation dans le cadre de l'OPRCNA		1 941	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(3 803)	(7 050)
Surplus d'apport à la fin de la période		78 616	72 306
Résultats non distribués au début de la période		126 203	180 748
Résultat net attribuable aux actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.		25 679	(23 649)
Dividendes sur actions privilégiées	14	(8 802)	(8 832)
Dividendes sur actions ordinaires	14	(15 783)	(20 872)
Résultats non distribués à la fin de la période		127 297	127 395
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		(7 118)	8 484
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de Groupe Canaccord Genuity Inc.		67 022	4 270
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		59 904	12 754
Total des capitaux propres		1 119 396	1 051 183
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		16 169	17 454
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		(2 025)	62
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		(1 374)	(1 603)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(660)	—
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		12 110	15 913
Total des capitaux propres		1 131 506 \$	1 067 096 \$

Voir les notes cjointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes de neuf mois closes les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 décembre 2013	31 décembre 2012
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		26 137 \$	(25 199) \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		19 331	24 289
Charge (recouvrement) d'impôt différé		6 430	(8 952)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	15	39 564	46 747
Dépréciation des immobilisations corporelles		—	2 582
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(202 734)	(282 893)
Diminution des créances clients		610 031	859 559
(Augmentation) diminution de l'impôt sur le résultat à recevoir		(11 589)	1 224
Augmentation des titres vendus à découvert		119 790	234 540
Diminution des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		(684 612)	(918 425)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(77 652)	(66 528)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dette bancaire		18 942	(75 141)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		(10 726)	(14 872)
Achat d'actions aux fins d'annulation		(16 266)	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(15 744)	(19 646)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(8 841)	(5 835)
Dividendes en espèces versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(660)	—
Remboursement de la facilité de crédit à court terme		—	(150 000)
Émission d'actions privilégiées, nette des frais d'émission d'actions		—	94 823
Diminution des prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits s'acquièrent		—	(13 583)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(33 295)	(184 254)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Participation dans Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	8	(699)	—
Participation dans Canadian First Financial Holdings Limited (Canadian First)	7	(5 000)	—
Achat de matériel et aménagements des locaux loués	9	(13 726)	(3 654)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(4 809)	—
Contrepartie éventuelle versée dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. (Eden)		(9 129)	—
Acquisition d'Eden		—	(5 011)
Acquisition de Kenosis Capital Partners		—	(1 182)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(33 363)	(9 847)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		11 011	2 351
Diminution de la situation de trésorerie		(133 299)	(258 278)
Situation de trésorerie au début de la période		491 012	814 238
Situation de trésorerie à la fin de la période		357 713 \$	555 960 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		23 865 \$	28 788 \$
Intérêts payés		11 464 \$	10 945 \$
Impôt sur le résultat payé		7 127 \$	7 504 \$

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (anciennement Financière Canaccord Inc.) (la « Société »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Singapour et à la Barbade. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, de même qu'en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constituée le 14 février 1997 lorsqu'elle a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); elle est maintenue sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1. Financière Canaccord Inc. a été renommée Groupe Canaccord Genuity Inc. le 1^{er} octobre 2013.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. sur le marché principal de la Bourse de Londres. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.C.

Les activités de la Société et les produits et le résultat connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Plus précisément, les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des titres de créance mondiaux.

NOTE 02 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels, et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2013 et pour l'exercice clos à cette date (les « états financiers consolidés du 31 mars 2013 ») déposés sur SEDAR le 21 mai 2013. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2013.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été établis selon la comptabilité d'engagement et sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus et les titres vendus à découvert et la contrepartie éventuelle, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 5 février 2014.

UTILISATION D'ESTIMATION ET D'HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date de clôture. Les éléments qui requièrent des estimations significatives comprennent les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé liés aux pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers et les provisions, qui sont détaillés à la note 2 des états financiers consolidés du 31 mars 2013.

MODIFICATIONS FUTURES AUX MÉTHODES COMPTABLES

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, les modifications futures aux méthodes comptables présentées à la note 3 des états financiers consolidés du 31 mars 2013 n'ont fait l'objet d'aucune mise à jour sauf pour tenir compte de l'adoption de certaines normes, tel qu'il est mentionné dans la note ci-après.

NOTE 03 **Résumé des principales méthodes comptables**

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 4 des états financiers consolidés du 31 mars 2013, à l'exception des nouvelles normes suivantes, qui ont été adoptées et ont pris effet en date du 1^{er} avril 2013 :

IFRS 10, ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (IFRS 10)

L'IFRS 10 établit un modèle de contrôle unique qui s'applique à toutes les entités, y compris les entités *ad hoc*. L'IFRS 10 remplace les volets de la Norme comptable internationale (IAS) 27, norme précédemment en vigueur, *États financiers consolidés et individuels*, qui porte sur les états financiers consolidés, de même que l'interprétation SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Cette norme modifie la définition du contrôle de sorte qu'un investisseur contrôle une entité émettrice lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Cette norme a remplacé l'approche précédente qui mettait l'accent sur le contrôle juridique ou sur l'exposition aux risques et aux avantages, selon la nature de l'entité. L'adoption de l'IFRS 10 n'a pas eu d'incidence sur les entités consolidées de la Société.

IFRS 12, INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (IFRS 12)

L'IFRS 12 comprend les informations à fournir relativement aux filiales et aux entreprises associées, et introduit de nouvelles exigences pour les entités structurées non consolidées. Ces exigences en matière d'informations à fournir ne s'appliquent pas aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, sauf si des opérations ou des événements importants survenus au cours de la période intermédiaire nécessitent leur présentation. Par conséquent, la Société n'a pas présenté de telles informations. Des informations à fournir additionnelles seront exigées pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice se terminant le 31 mars 2014.

IFRS 13, ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR (IFRS 13)

L'IFRS 13 établit un cadre unique de lignes directrices pour toutes les évaluations de la juste valeur aux termes des IFRS. L'IFRS 13 ne modifie pas les cas où une entité doit utiliser la juste valeur; elle fournit plutôt des indications sur la manière d'effectuer l'évaluation de la juste valeur selon les IFRS lorsque la juste valeur est requise ou permise. L'application prospective de l'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les évaluations de la juste valeur menées par la Société.

L'IFRS 13 requiert également des informations spécifiques à fournir sur les justes valeurs, dont certaines remplacent les informations à fournir existantes des autres normes, y compris l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*. Certaines de ces informations à fournir sont expressément requises par l'IAS 34 pour les instruments financiers, ce qui a une incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires. La Société présente ces informations à la note 5.

IAS 1, PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS (IAS 1)

Les modifications à l'IAS 1 introduisent un groupe d'éléments présentés dans les autres éléments du résultat global. Les éléments qui peuvent être reclassés (ou recyclés) dans le résultat à un certain moment doivent être présentés séparément des éléments qui ne seront jamais reclassés. Il n'y a pas eu de changement à la présentation des éléments contenus dans les autres éléments du résultat global et du résultat net par suite de l'adoption de ces modifications à l'IAS 1. Tous les montants actuellement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global seront reclassés dans le résultat net au cours des périodes ultérieures.

IAS 19R, AVANTAGES DU PERSONNEL (IAS 19R)

Les modifications à l'IAS 19R comprennent de nombreux changements à la comptabilisation des régimes d'avantages du personnel, y compris les régimes de retraite à prestations définies et les informations à fournir à cet égard, et apportent des précisions sur la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi et des indemnités de cessation d'emploi. Les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

NOTE 04 **Titres détenus et titres vendus à découvert**

	31 décembre 2013		31 mars 2013	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	864 310 \$	708 228 \$	753 256 \$	617 841 \$
Actions et débetures convertibles	279 588	107 809	171 081	71 179
	1 143 898 \$	816 037 \$	924 337 \$	689 020 \$

Au 31 décembre 2013, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2014 à 2097 (de 2013 à 2097 au 31 mars 2013) et portaient intérêt à des taux allant de 0,0 % à 15,0 % (de 0,0 % à 15,0 % au 31 mars 2013).

NOTE 05

Instruments financiers

Au 31 décembre 2013, les catégories d'instruments financiers autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenus par la Société, se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres passifs	Total
Actifs financiers					
Titres détenus	1 143 898 \$	— \$	— \$	— \$	1 143 898 \$
Montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières	—	—	1 278 165	—	1 278 165
Montants à recevoir des clients	—	—	283 945	—	283 945
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	261 565	—	261 565
Autres créances clients	—	—	88 748	—	88 748
Placements	—	9 491	—	—	9 491
Total des actifs financiers	1 143 898 \$	9 491 \$	1 912 423 \$	— \$	3 065 812 \$
Passifs financiers					
Titres vendus à découvert	816 037 \$	— \$	— \$	— \$	816 037 \$
Montants à payer aux courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	969 834	969 834
Montants à payer aux clients	—	—	—	733 047	733 047
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	350 075	350 075
Provisions	—	—	—	11 823	11 823
Contrepartie éventuelle	—	—	—	5 988	5 988
Dette subordonnée	—	—	—	15 000	15 000
Total des passifs financiers	816 037 \$	— \$	— \$	2 085 767 \$	2 901 804 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 31 décembre 2013, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 décembre 2013	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	864 310 \$	370 092 \$	494 218 \$	— \$
Actions et débetures convertibles	279 588	254 214	12 528	12 846
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(708 228)	(360 856)	(347 372)	—
Actions et débetures convertibles	(107 809)	(97 261)	(10 548)	—
Placements	9 491	—	—	9 491
Contrepartie éventuelle ¹	(5 988)	—	—	(5 988)

1) La contrepartie éventuelle est réglée en trésorerie et, en conséquence, est classée comme un passif financier évalué à la juste valeur, tout profit ou toute perte ultérieure(e) étant comptabilisé(e) en résultat.

Au 31 mars 2013, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2013	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2013 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	753 256 \$	258 188 \$	495 068 \$	— \$
Actions et débetures convertibles	171 081	141 062	14 759	15 260
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(617 841)	(221 125)	(396 716)	—
Actions et débetures convertibles	(71 179)	(70 651)	(528)	—
Placements	3 695	—	—	3 695
Contrepartie éventuelle ¹	(14 218)	—	—	(14 218)

1) La contrepartie éventuelle est réglée en trésorerie et, en conséquence, est classée comme un passif financier évalué à la juste valeur, tout profit ou toute perte ultérieure(e) étant comptabilisé(e) en résultat.

Variation des actifs financiers nets de niveau 3

31 mars 2013	4 737 \$
Acquisition d'actifs de niveau 3	14 656
Perte nette latente au cours de la période	(3 073)
Transfert vers les actifs de niveau 1	(8 399)
Paiement d'une contrepartie éventuelle – Eden Financial Ltd.	8 955
Divers	(527)
31 décembre 2013	16 349 \$

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, 8,4 millions \$ d'actifs de niveau 3 ont été transférés au niveau 1, car les actions d'une société à capital fermé ont été inscrites en Bourse au Royaume-Uni. Il n'y a eu aucun transfert entre les évaluations de la juste valeur du niveau 1 et du niveau 2. Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la juste valeur de la perte nette latente de 3,0 millions \$ a été incluse dans la perte de facilitation, ce qui a entraîné une réduction des produits tirés des commissions et des honoraires.

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR

Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les investissements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements et dans des titres de créance convertibles. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Placements disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente comprennent la participation de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 4,5 millions \$ au 31 décembre 2013 (3,7 millions \$ au 31 mars 2013). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen de la valeur comptable des actifs nets employés comme fondement de l'évaluation, aucune autre donnée de marché observable étant disponible.

Les placements disponibles à la vente comprennent également la participation de la Société dans Canadian First Financial Holdings Limited, dont la juste valeur estimative s'élevait à 5,0 millions \$ au 31 décembre 2013 (note 7). La juste valeur de la participation dans Canadian First est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible.

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la juste valeur des placements entraînerait une augmentation ou une diminution d'environ 0,6 million \$ des autres éléments du résultat global.

Placements privés

La juste valeur des placements privés classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix de ces placements privés sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des opérations récentes et sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements privés au 31 décembre 2013 s'établissait à 17,5 millions \$ (14,1 millions \$ au 31 mars 2013).

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

Contreparties éventuelles

La Société a comptabilisé des contreparties éventuelles par suite des acquisitions d'Eden Financial Ltd. et de certains actifs et passifs de Kenosis Capital Partners. La direction a estimé que la juste valeur du passif au titre de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de certains actifs et passifs de Kenosis Capital Partners était de 6,0 millions \$ (6,0 millions \$ au 31 mars 2013). Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés estimés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des cibles de rendement. Au cours de la période de trois mois close le 31 décembre 2013, la Société a versé une contrepartie éventuelle de 8,9 millions \$ par suite de l'acquisition d'Eden Financial Ltd., dont une tranche de 9,0 millions \$ avait déjà été comptabilisée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 décembre 2013	149 028 \$	32 642 \$	32 756 \$	209 859 \$
31 mars 2013	168 371	36 710	36 047	199 956

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2013 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA/\$ US)	Échéance
Pour vendre des dollars américains	2,9 \$	1,06 \$	2 janvier 2014
Pour acheter des dollars américains	1,5 \$	1,06 \$	2 janvier 2014

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2013 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA/\$ US)	Échéance
Pour vendre des dollars américains	14,8 \$	1,02 \$	1 ^{er} avril 2013
Pour acheter des dollars américains	3,8 \$	1,02 \$	1 ^{er} avril 2013

Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position vendeur nette sur les livres sterling de 2,2 millions £, à un cours moyen de 1,76 (\$ CA/£) et dont la date d'échéance est le 16 janvier 2014. Les activités canadiennes de la Société ont aussi une position acheteur nette sur les livres sterling de 2,5 millions £, à un cours moyen de 1,86 (\$ CA/£) et dont la date d'échéance est le 3 février 2014. Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Leur échéance moyenne pondérée est de 50 jours. Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme au 31 décembre 2013. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 décembre 2013			31 mars 2013		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	2 384 \$	(2 402) \$	326 144 \$	4 483 \$	(4 483) \$	352 205 \$

Contrats à terme standardisés

Les activités canadiennes de la Société sont parties à la négociation de contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre 2013, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à 0,4 million \$, position longue (néant au 31 mars 2013).

Depuis le commencement du deuxième trimestre de l'exercice 2014, les activités canadiennes de la Société ont commencé à négocier des contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain. Les activités canadiennes de la Société négocient des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 décembre 2013, la Société avait des contrats à terme standardisés sur obligations du Trésor américain en cours en position vendeur dont le notionnel s'établissait à (5,2) millions \$ ((4,9) millions \$ US) (néant au 31 mars 2013).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

NOTE 06

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Courtiers en valeurs mobilières	1 278 165 \$	1 773 043 \$
Clients	283 945	320 564
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	261 565	327 173
Divers	88 748	93 178
	1 912 423 \$	2 513 958 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Courtiers en valeurs mobilières	969 834 \$	1 473 058 \$
Clients	733 047	1 016 297
Divers	350 075	237 380
	2 052 956 \$	2 726 735 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des opérations de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants dus aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 décembre 2013, et respectivement de 6,00 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2013).

Au 31 décembre 2013, la provision pour créances douteuses était de 13,8 millions \$ (14,0 millions \$ au 31 mars 2013).

NOTE 07 Placements

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la Société a effectué un placement de 5,0 millions \$ dans les actions ordinaires de Canadian First Financial Holdings Limited, une société fermée qui fournit des services financiers de détail au Canada (voir la note 5).

NOTE 08 Regroupements d'entreprises

Le 25 juillet 2013, la Société a acquis la participation restante de 50 % de Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited (CGHKL) pour une contrepartie au comptant de 0,7 million \$ et elle détient désormais cette société en totalité. La juste valeur de l'actif net acquis se rapproche du montant de la contrepartie au comptant. Auparavant, la Société détenait une part d'intérêt de 50 % dans CGHKL par l'intermédiaire de sa participation dans Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. CGHKL détient un permis de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

NOTE 09 Matériel et aménagements des locaux loués

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, le matériel et les aménagements des locaux loués ont augmenté de 7,4 millions \$, pour s'établir à 50,4 millions \$, comparativement à 43,0 millions \$ au 31 mars 2013. Le montant de l'augmentation est présenté déduction faite de l'amortissement cumulé du matériel et des aménagements des locaux loués de 8,8 millions \$. L'augmentation s'explique par les ajouts à l'égard des activités au Royaume-Uni et en Europe et au Canada ainsi que par une hausse attribuable à l'incidence du change sur le matériel et les aménagements des locaux loués détenus par certaines de nos filiales étrangères.

NOTE 10 Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquises par l'entremise des regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (UGT) de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 décembre 2013	31 mars 2013	31 décembre 2013	31 mars 2013	31 décembre 2013	31 mars 2013
Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	242 074 \$	242 074 \$	287 004 \$	287 004 \$
Royaume-Uni et Europe	—	—	91 272	80 136	91 272	80 136
États-Unis	—	—	7 654	7 313	7 654	7 313
Autres établissements à l'étranger (Chine)	—	—	10 390	10 365	10 390	10 365
Autres établissements à l'étranger (Australie)	180	202	20 881	23 309	21 061	23 511
Autres établissements à l'étranger (Singapour)	—	—	30 375	29 208	30 375	29 208
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	94 690	83 138	94 690	83 138
Royaume-Uni et Europe	—	—	10 424	9 143	10 424	9 143
	45 110 \$	45 132 \$	507 760 \$	484 686 \$	552 870 \$	529 818 \$

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable de l'UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté à une UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill a donc été effectué pour toutes les UGT en date du 31 décembre 2013.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie approuvées par la haute direction. Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme décrites ci-après, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque unité génératrice de trésorerie, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans à compter de la fin de la période intermédiaire considérée, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chaque UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % pour le Canada ainsi que le Royaume-Uni et l'Europe (12,5 % au 31 mars 2013), de 14,0 % pour l'Australie, Singapour et les États-Unis (14,0 % au 31 mars 2013) et 20,0 % pour la Chine (20,0 % au 31 mars 2013). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chaque UGT reposent sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-avant, et, pour la période de cinq ans commençant le 1^{er} janvier 2015 (la « période de prévisions »), elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés allant de 9,0 % à 13,9 % (de 9,0 % à 16,0 % au 31 mars 2013) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Les taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés utilisés ont été de 10,0 % pour le Canada, 10,0 % pour le Royaume-Uni et l'Europe, 10,0 % pour les États-Unis, et de 10,5 % à 13,9 % pour les autres établissements à l'étranger pour la division Canaccord Genuity, et 9,0 % pour le Royaume-Uni et l'Europe pour la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les estimations de la direction à l'égard des augmentations des produits des activités ordinaires d'une année à l'autre, pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2014 (date de début de la période de prévisions), varient de (2,0) % à 7,0 % pour chaque UGT, à l'exception des autres établissements à l'étranger. Les UGT des autres établissements à l'étranger en sont à un stade précoce de développement et, par conséquent, les produits des activités ordinaires de la période de 12 mois la plus récente sont à des niveaux de base relativement bas. Ainsi, les estimations pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2014 à l'égard de ces UGT varient de 1,0 fois à 7 fois les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2013. Le taux de croissance final utilisé pour les UGT situées au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe a été de 3,0 % (3,0 % au 31 mars 2013) et de 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2013) pour celles situées dans toutes les autres régions.

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation intermédiaire du 31 décembre 2013 à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir des diminutions raisonnablement possibles des taux de croissance et des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation sur le montant recouvrable des UGT, toutes les autres hypothèses demeurant constantes.

Le test de dépréciation de la Société a établi que la valeur recouvrable des UGT des autres établissements à l'étranger (Australie, Singapour et Chine) dépasse de respectivement 12,1 millions \$, 10,3 millions \$ et 2,4 millions \$ la valeur comptable; par conséquent, une diminution raisonnablement possible des taux de croissance ou une augmentation raisonnablement possible des taux d'actualisation pourrait donner lieu à une perte de valeur du goodwill attribué à ces UGT. Par suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 1,6 point de pourcentage pour l'Australie (passant de 14,0 % à 15,6 %), de 2,6 points de pourcentage pour Singapour (passant de 14,0 % à 16,6 %) et de 3,2 points de pourcentage pour la Chine (passant de 20,0 % à 23,2 %), ou d'une diminution du taux de croissance annuel composé de 3,4 points de pourcentage pour l'Australie (passant de 13,9 % à 10,5 %), de 5,1 points de pourcentage pour Singapour (passant de 10,5 % à 5,4 %) et de 6,1 points de pourcentage pour la Chine (passant de 11,0 % à 4,9 %), ou d'une baisse des estimations relatives aux produits des activités ordinaires pour la période de 12 mois se terminant le 31 décembre 2014 de l'ordre de 1,0 fois à 6,0 fois les produits des activités ordinaires comptabilisés au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2013, la valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente aux fins du test de dépréciation du goodwill décrits aux présentes sont fondés sur des données qui ont une incidence importante sur le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et non sur des données de marché observables. Par conséquent, ces actifs seraient classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs (tel qu'il est décrit à la note 5).

NOTE 11 Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné ou le taux d'impôt de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi (26,0 % à l'exercice 2014; 25,0 % à l'exercice 2013)	6 349 \$	3 280 \$	8 470 \$	(7 422) \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	244	(1 134)	304	(3 964)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	886	28	2 297	2 866
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	169	(1 276)	734	(2 224)
Variation de l'actif d'impôt différé – période de résorption des différences temporaires	(274)	553	(1 136)	(67)
Pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées (utilisation des pertes fiscales antérieurement non comptabilisées)	(1 288)	1 406	(4 229)	6 321
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – courant et différé	6 086 \$	2 857 \$	6 440 \$	(4 490) \$

NOTE 12 Actions privilégiées

	31 décembre 2013		31 mars 2013	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions propres	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 14 des états financiers consolidés du 31 mars 2013.

NOTE 13 Actions ordinaires

	31 décembre 2013		31 mars 2013	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	714 528 \$	101 818 941	717 908 \$	102 896 172
Actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités aux fins d'annulation	(495)	(70 712)	—	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(27 600)	(4 093 552)	(34 012)	(4 872 547)
Actions détenues dans le cadre du RILT	(38 495)	(4 742 713)	(45 440)	(4 961 829)
	647 938 \$	92 911 964	638 456 \$	93 061 796

ij AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2013	102 896 172	717 908 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions [note 15]	1 445 434	12 940
Actions émises dans le cadre du programme de maintien en fonction [note 15]	160 656	2 048
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement [note 15]	134 447	1 233
Actions annulées	(2 817 768)	(19 601)
Solde au 31 décembre 2013	101 818 941	714 528 \$

En août 2012, la Société a déposé un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 3 000 000 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, les actions qui auraient pu être rachetées représentaient 2,93 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 13 août 2012 et le 12 août 2013, 924 040 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

Le 6 août 2013, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 13 août 2013 au 12 août 2014, jusqu'à concurrence de 5 136 948 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentaient 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 13 août 2013 et le 31 décembre 2013, 1 694 248 actions ont été rachetées dans le cadre de l'OPRCNA, dont 70 712 actions sont détenues comme actions propres aux fins d'annulation.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires du Groupe Canaccord Genuity Inc.	17 321 \$	10 880 \$	25 679 \$	(23 649) \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 921)	(2 998)	(8 802)	(8 832)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	14 400	7 882	16 877	(32 481)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	93 369 398	92 268 072	93 863 278	92 039 724
Résultat de base par action	0,15 \$	0,09 \$	0,18 \$	(0,35) \$
Résultat dilué par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	14 400	7 882	16 877	(32 481)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	93 369 398	92 268 072	93 863 278	92 039 724
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	4 093 552	4 877 981	4 093 551	4 877 981
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages du personnel (nombre) [note 15]	4 905 886	5 300 279	4 961 302	5 269 567
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 15]	298 549	8 021	274 522	38 584
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	102 667 385	102 454 353	103 192 653	102 225 856
Résultat dilué par action ordinaire	0,14 \$	0,08 \$	0,16 \$	(0,35) \$

NOTE 14 Dividendes**DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES**

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividende
31 mai 2013	10 juin 2013	0,05 \$	5 177 \$
30 août 2013	10 septembre 2013	0,05 \$	5 132 \$
22 novembre 2013	10 décembre 2013	0,05 \$	5 130 \$

Le 5 février 2014, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 mars 2014 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 février 2014 (note 19).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividende
21 juin 2013	2 juillet 2013	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
13 septembre 2013	30 septembre 2013	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
20 décembre 2013	31 décembre 2013	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$

Le 5 février 2014, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 mars 2014 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 14 mars 2014 (note 19).

Le 5 février 2014, le conseil a également approuvé un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 mars 2014 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 14 mars 2014 (note 19).

NOTE 15 Régimes de paiements fondés sur des actions**ij RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages du personnel (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds que le fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants suivant l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'UATI, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le cours moyen pondéré selon le volume à la date d'attribution et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle sur la période d'acquisition des droits de trois ans. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de la période close le 31 décembre 2013 s'est établie à 6,09 \$ (6,28 \$ au cours de la période close le 31 décembre 2012).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2013	9 128 169
Attributions	5 620 666
Actions dont les droits sont acquis	(3 422 082)
Actions auxquelles il a été renoncé	(624 930)
Attributions en cours au 31 décembre 2013	10 701 823

	Nombre
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 mars 2013	4 961 829
Actions acquises	1 757 532
Actions libérées à l'acquisition des droits	(1 976 648)
Actions ordinaires détenues par la fiducie au 31 décembre 2013	4 742 713

ii) CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Régime d'intéressement à long terme	5 507 \$	8 745 \$	22 897 \$	25 807 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	4 047	4 357	8 160	11 692
Charge au titre des paiements fondés sur des actions liée à l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc	1 207	1 359	4 158	1 359
Régimes de remplacement d'actions	802	1 787	2 600	5 324
Options sur actions	132	213	607	769
Unités d'actions différées	40	80	36	(9)
Actions liées au maintien en fonction	—	905	—	1 805
Divers	392	—	1 106	—
Total de la charge au titre des paiements fondés sur des actions	12 127 \$	17 446 \$	39 564 \$	46 747 \$

NOTE 16 Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les principaux dirigeants :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Créances clients	281 \$	— \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	4 062	1 206

NOTE 17 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et aux États-Unis. Les activités des autres établissements à l'étranger comprennent les activités de Canaccord Genuity (Barbados) Ltd. (auparavant Canaccord International Ltd.), Canaccord Genuity Asia et la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia et sont aussi incluses dans Canaccord Genuity.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte, parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats opérationnels, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et à la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs opérationnels. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat opérationnel sont tirés de clients externes.

Pour les périodes de trois mois closes les

	31 décembre 2013				31 décembre 2012			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	169 052 \$	52 390 \$	3 813 \$	225 255 \$	162 753 \$	57 087 \$	2 872 \$	222 712 \$
Produits d'intérêts	2 182	2 347	1 175	5 704	2 872	2 756	1 663	7 291
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	133 154	46 254	12 703	192 111	128 598	47 054	15 439	191 091
Amortissement	3 747	2 525	478	6 750	5 008	2 892	498	8 398
Frais de développement	1 080	2 350	373	3 803	2 806	3 377	488	6 671
Charges d'intérêts	3 189	127	559	3 875	3 511	89	381	3 981
Frais de restructuration	—	—	—	—	5 276	1 034	—	6 310
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	—	431	—	431
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	30 064	3 481	(9 125)	24 420	20 426	4 966	(12 271)	13 121
Imputations intersectorielles	2 156	6 582	(8 738)	—	848	10 249	(11 097)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	27 908 \$	(3 101) \$	(387) \$	24 420 \$	19 578 \$	(5 283) \$	(1 174) \$	13 121 \$

Pour les périodes de neuf mois closes les

	31 décembre 2013				31 décembre 2012			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	421 861 \$	151 419 \$	9 575 \$	582 855 \$	379 283 \$	163 603 \$	13 824 \$	556 710 \$
Produits d'intérêts	7 270	7 381	3 990	18 641	7 753	9 080	5 608	22 441
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	348 346	133 929	32 942	515 217	348 996	142 188	38 842	530 026
Amortissement	10 757	7 216	1 358	19 331	15 971	7 053	1 265	24 289
Frais de développement	7 590	7 533	1 181	16 304	6 989	7 338	1 484	15 811
Charges d'intérêts	10 886	389	1 306	12 581	10 292	245	1 286	11 823
Frais de restructuration	5 486	—	—	5 486	9 671	14 601	900	25 172
Frais connexes aux acquisitions	—	—	—	—	388	1 331	—	1 719
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	46 066	9 733	(23 222)	32 577	(5 271)	(73)	(24 345)	(29 689)
Imputations intersectorielles	6 292	18 085	(24 377)	—	3 056	32 120	(35 176)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	39 774 \$	(8 352) \$	1 155 \$	32 577 \$	(8 327) \$	(32 193) \$	10 831 \$	(29 689) \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans les autres établissements à l'étranger. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique :

	Pour les périodes de trois mois closes les		Pour les périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Canada	73 701 \$	115 470 \$	196 892 \$	272 839 \$
Royaume-Uni et Europe	92 725	69 040	228 958	177 553
États-Unis	48 558	38 195	146 316	109 897
Autres établissements à l'étranger	15 975	7 298	29 330	18 862
	230 959 \$	230 003 \$	601 496 \$	579 151 \$

NOTE 18 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2013	10 179 \$	9 876 \$	20 055 \$
Ajouts	935	—	935
Utilisées	(367)	(2 666)	(3 033)
Solde au 30 juin 2013	10 747	7 210	17 957
Ajouts	655	5 486	6 141
Utilisées	(3 323)	(5 709)	(9 032)
Solde au 30 septembre 2013	8 079	6 987	15 066
Ajouts	1 205	—	1 205
Utilisées	(1 989)	(2 269)	(4 258)
Recouvrées	(190)	—	(190)
Solde au 31 décembre 2013	7 105 \$	4 718 \$	11 823 \$

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Au cours de la période close le 31 décembre 2013, il n'y a pas eu de changement important aux engagements ni aux éventualités de la Société par rapport à ceux décrits aux notes 22 et 23 des états financiers consolidés du 31 mars 2013.

NOTE 19 Événements postérieurs à la date du bilan

DIVIDENDES

Le 5 février 2014, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,05 \$ par action ordinaire payable le 10 mars 2014 aux actionnaires ordinaires inscrits le 21 février 2014; dividende de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A payable le 31 mars 2014 aux actionnaires inscrits le 14 mars 2014; dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 31 mars 2014 aux actionnaires inscrits le 14 mars 2014.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF
Bourse de Londres : CF.

Actions privilégiées :
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccord.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Scott Davidson

Vice-président à la direction, chef mondial,
Développement de l'entreprise et stratégie
Téléphone : 416.869.3875
Courriel : scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2013 de Financière Canaccord est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2014

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T3/14	5 février 2014	14 mars 2014	31 mars 2014	21 février 2014	10 mars 2014
T4/14	4 juin 2014	13 juin 2014	30 juin 2014	20 juin 2014	2 juillet 2014

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats opérationnels et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) : ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com

Auditeurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Services de rédaction et de conception

The Works Design Communications Ltd.

